



Mali - Mètre

Enquête d'opinion

« Que pensent les Maliens ? »

2

13. – 20. Février 2013

FRIEDRICH–EBERT–STIFTUNG, BAMAKO

Table des matières

AVANT-PROPOS.....	6
RESUME.....	7
PREMIERE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE METHODOLOGIE	11
1.1. Rappel des résultats clés du sondage de novembre 2012	11
1.2. Objectifs de l'Etude	12
1.3. Approche méthodologique	12
1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage.....	12
1.3.2 Organisation de l'étude.....	13
DEUXIEME PARTIE : RESULTATS	15
2.1. Perception de la gestion de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire.....	15
2.1. 1. Les Institutions de transition	15
2.1.1.1. Le Président par intérim	15
2.1.1.3. Le Gouvernement de transition.....	16
2.1.1.4. L'Assemblée Nationale	17
2.1.1.5. Rôle actuel joué par l'ex-junte.....	18
2.1.1.6. Rôle des partis politiques dans la gestion de la crise	19
2.1.1.7. Activités des partis et regroupements politiques nés après le 22 mars	20
2.1.1.10. Les élections à venir.....	22
2.1.2. Gestion militaire et politique de la crise sécuritaire	27
2.1.2.1. L'intervention militaire française pour la libération des régions du Nord.....	27
2.1.2.8. Le rôle de la CEDEAO dans la gestion de la crise	31
2.1.2.9. Rôle de la Mauritanie	32
2.1.2.10. Rôle de l'Algérie.....	32
2.1.2.11. La présence militaire américaine dans la région.....	33
2.1.2.12. La présence militaire américaine permanente au Mali.....	33
2.1.2.13. Présence militaire française permanente au Mali.....	34
2.1.2.14. Présence de casques bleus au Mali avant la libération des régions du Nord.....	35
2.1.2.15. Le rôle des casques bleus au Mali.....	36
2.1.2.16. Présence de casques bleus au Mali après la libération totale des régions du Nord.....	36
2.1.2.17. Les attentes par rapport à la communauté internationale	37
2.1.2.18. Les Négociations pour la paix au Nord.....	38
2.1.3. Opinions sur les effets et les impacts de l'occupation des régions du Nord	42
2.1.3. 1. Contribution aux tensions entre les communautés religieuses à Bamako	42
2.1.3.2. Contribution aux tensions entre les communautés au Nord du pays et leur réconciliation.....	43
2.1.4. Opinion sur le rôle des acteurs religieux :.....	44

2.1.5. Opinions sur le rôle attendu des Partenaires Techniques et Financiers.....	45
2.1.6. Opinion sur le rôle de la société civile et les médias dans la gestion de la crise	46
2.1.6. 1. Perception de l'attitude que devrait adopter les organisations de la Société Civile en période de crise.....	46
2.1.6. 2. Perception de l'attitude adoptée par les organisations de la Société Civile.....	46
2.1.6. 3. Perception de l'attitude que doivent adopter les médias en période de crise.....	47
2.1.6. 4. Perception de l'attitude adoptée par les médias.....	47
2.1.7. Les solutions pour une gestion durable de la crise	48
2.1.7. 1. Les solutions pour une gestion durable de la crise politico-institutionnelle	48
2.1.7. 2. Les solutions pour une gestion durable de la crise sécuritaire	48
ANNEXE 1 : CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ENQUETEE.....	50
2. Répartition par sexe et niveau d'instruction.....	50

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT DE TRANSITION....	17
TABLEAU 2: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON QU'ILS CONNAISSENT OU NON LES DEPUTES ELUS DE LEUR CIRCONSCRIPTION	17
TABLEAU 3 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON L'OPINION SUR LE ROLE L'EX-JUNTE.....	18
TABLEAU 4: REPARTITION PAR SEXE DES OPINIONS DES ENQUETES SUR LE ROLE DES PARTIS POLITIQUES DANS LA GESTION DE LA CRISE	19
TABLEAU 5: REPARTITION DES OPINIONS SUR LES ACTIVITES DES PARTIS ET REGROUPEMENTS POLITIQUES	20
TABLEAU 6 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET LEUR CONFIANCE A LA COMPOSITION ACTUELLE DE LA CENI ...	24
TABLEAU 7: REPARTITION DES OPINIONS DES ENQUETES SELON LE SEXE ET LA PRESIDENCE DE LA CENI PAR LES RELIGIEUX	25
TABLEAU 8 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR APPRECIATION DU COUPLAGE DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES	25
TABLEAU 9 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LES CAUSES DE LA FAIBLE PARTICIPATION DES POPULATIONS AUX ELECTIONS	26
TABLEAU 10: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LE DEGRE DE CONFIANCE A L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE A KIDAL SANS LES TROUPES MALIENNES	28
TABLEAU 11: REPARTITION DES ENQUETES SUR SELON LEUR OPINION SUR LES INTERETS DEFENDUS PAR LE MNLA.....	29
TABLEAU 12: REPARTITION DES ENQUETES SUR SELON LEUR OPINION SUR LE REJET DE L'ENTREE DE L'ARMEE MALIENNE A KIDAL PAR LE MNLA ET LE MIA	29
TABLEAU 13: REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR OPINION SUR LA VIOLATION DES DOITS DE L'HOMME PAR L'ARMEE	30
TABLEAU 14: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'APPRECIATION DU ROLE DE LA MAURITANIE DANS LA GESTION DE LA CRISE.....	33
TABLEAU 15: REPARTITION DES POPULATIONS APPROUVANT L'INTERVENTION DES CASQUES BLEUS SELON LES ROLES QU'ILS DEVRAIENT JOUER.....	36

TABLEAU 16: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR ATTENTE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE	37
TABLEAU 17: REPARTITION PAR SEXE ET SELON LA VOLONTE ET LA PERIODE DE NEGOCIATION POUR LA PAIX AU NORD	38
TABLEAU 18: REPARTITION DES ENQUETES SELON LE SEXE ET LES ACTEURS AVEC LESQUELS NEGOCIER POUR LA PAIX AU NORD	38
TABLEAU 19: REPARTITION DE LA POPULATION SELON SON OPINION DU NEGOCIATEUR	39
TABLEAU 20: REPARTITION DE LA POPULATION SELON LEUR AVIS SUR LA COMPOSITION DE LA COMMISSION NATIONALE AUX NEGOCIATIONS	39
TABLEAU 21: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LE ROLE QUE DEVRA JOUER L'ÉTAT DANS LES NEGOCIATIONS	40
TABLEAU 22: REPARTITION DES OPINIONS DES PARTISANS DES NEGOCIATIONS SELON LES OBJETS DE CES NEGOCIATIONS	40
TABLEAU 23: REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR OPINION DES CRITERES DE PARTICIPATIONS AU DIALOGUE ENTRE LES COMMUNAUTES DU NORD	41
TABLEAU 24: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA SIGNIFICATION QU'ILS DONNENT DE « L'UNITE NATIONALE »	40
TABLEAU 25 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA SIGNIFICATION QU'IL DONNE DE « LAÏCITE DE L'ÉTAT »	42
TABLEAU 26: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON LEUR OPINION SUR LES TENSIONS QUE L'OCCUPATION DES REGIONS NORD A CREEES ENTRE LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES A BAMAKO	43
TABLEAU 27: REPARTITION DES ENQUETES SELON QU'ILS DECLARENT OU NON QUE LA REBELLION A CREUSE LE FOSSE ENTRE LES COMMUNAUTES AU NORD DU PAYS	43
TABLEAU 28: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON LEUR APPRECIATION SUR LA RECONCILIATION ENTRE LES COMMUNAUTES	43
TABLEAU 29: REPARTITION DES ENQUETES SELON QU'ILS DECLARENT OU NON QUE LA REBELLION A CREUSE LE FOSSE ENTRE LES POPULATIONS DU SUD ET DU NORD	44
TABLEAU 30: REPARTITION DES ENQUETES SELON LE SEXE ET LEUR APPRECIATION DU ROLE DU HCIM DANS LA GESTION DE LA CRISE	44
TABLEAU 31: REPARTITION DES CITOYENS PAR SEXE SELON LEUR APPRECIATION SUR LE ROLE DU MINISTERE EN CHARGE DU CULTE DANS LA COHABITATION ENTRE LES DIFFERENTES RELIGIONS AU MALI	45
TABLEAU 32: REPARTITION DES CITOYENS PAR SEXE SELON LEUR APPRECIATION SUR LE ROLE DU MINISTERE EN CHARGE DU CULTE DANS LA COHABITATION ENTRE LES DIFFERENTS ORDRES RELIGIEUX MUSULMAN AU MALI	45
TABLEAU 33: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON LEUR ATTENTE DES PTF	46
TABLEAU 34: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON L'ATTITUDE QUE LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE DEVRAIENT ADOPTER EN PERIODE DE CRISE	46
TABLEAU 35: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR PERCEPTION DE L'ATTITUDE ADOPTEE PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE	47
TABLEAU 36: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON L'ATTITUDE QUE LES MEDIAS DEVRAIENT ADOPTER EN PERIODE DE CRISE	47
TABLEAU 37: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR PERCEPTION DE L'ATTITUDE ADOPTEE PAR LES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE	47
TABLEAU 38: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LES SOLUTIONS PROPOSEES POUR UNE GESTION DURABLE DE LA CRISE POLITICO-INSTITUTIONNELLE	48
TABLEAU 39: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LES SOLUTIONS PROPOSEES POUR UNE GESTION DURABLE DE LA CRISE SECURITAIRE	49

LISTE DES FIGURES

FIGURE 1 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LE DEGRE DE CONFIANCE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PAR INTERIM	15
FIGURE 2 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LE DEGRE DE CONFIANCE AU PREMIER MINISTRE.....	16
FIGURE 3 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LE DEGRE DE SATISFACTION PAR RAPPORT AU TRAVAIL DES DEPUTES A L'ASSEMBLEE NATIONALE	18
FIGURE 4 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR CONNAISSANCE DE LA FEUILLE DE ROUTE DU GOUVERNEMENT	21
FIGURE 5: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR OPINION SUR LA PERIODE DE TENUE DES ELECTIONS .	23
FIGURE 6: REPARTITION DES OPINIONS DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LA POSSIBILITE D'ORGANISER LES ELECTIONS EN JUILLET 2013.....	23
FIGURE 7: REPARTITION DES ENQUETES SELON LE SEXE ET LE TYPE DE FICHIER ELECTORAL PREFERE.....	24
FIGURE 8: REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR OPINION SUR CELUI QUI DOIT FINANCER LES ELECTIONS.....	26
FIGURE 9 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINIONS SUR L'ECHEANCE DES ELECTIONS EN JUILLET 2012.....	27
FIGURE 10: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'OPINION SUR L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE..	28
FIGURE 11: REPARTITION DE L'APPRECIATION DU ROLE DE L'ARMEE DANS LA DEFENSE TERRITORIALE ET L'UNITE NATIONALE SELON LE SEXE	30
FIGURE 12: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR APPRECIATION DU ROLE DES MILICES DANS LA LUTTE CONTRE LES GROUPES ARMES ET LA SECURISATION DES POPULATIONS	31
FIGURE 13 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'APPRECIATION DU ROLE DE LA CEDEAO	32
FIGURE 14: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'APPRECIATION DU ROLE DE LA MAURITANIE DANS LA GESTION DE LA CRISE.....	32
FIGURE 15: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR APPRECIATION D'UNE PRESENCE MILITAIRE AMERICAINE DANS LA REGION	33
FIGURE 16 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR APPRECIATION D'UNE PRESENCE PERMANENTE AMERICAINE AU MALI	34
FIGURE 17: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR APPRECIATION D'UNE PRESENCE MILITAIRE FRANÇAISE DANS LA REGION	35
FIGURE 18: REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION DE LA PRESENCE DE CASQUES BLEUS AU MALI ET PAR SEXE	35
FIGURE 19: REPARTITION DES ENQUETES SELON LEUR APPRECIATION DE LA PRESENCE DE CASQUES BLEUS AU MALI ET PAR SEXE	37

Avant-propos

La Friedrich Ebert Stiftung, institution allemande présente au Mali depuis plus de 40 ans, est un think tank pour toutes les questions sociopolitiques majeures du Mali, de la sous-région et du continent voire du monde en vue de permettre aux acteurs sociopolitiques de jouer pleinement leur rôle dans la promotion de la démocratie. Fidèle à ses objectifs de formation politique et civique des citoyens et de la promotion des valeurs de la démocratie sociale, la FES a initié depuis la fin de l'année dernière un nouvel instrument de sondage du paysage politique malien : enquête d'opinion intitulée « Mali-mètre ».

Comme son nom l'indique, il s'agit de « mesurer » l'opinion des Maliens sur des thématiques sociopolitiques importantes dans une période donnée. Le présent sondage d'opinion porte sur un échantillon représentatif de la population du district de Bamako s'exprimant sur les grandes questions relatives à la situation politique du pays. Il fait suite à une première enquête que la FES a publiée en novembre 2012 et qui a suscité beaucoup d'intérêt comme peuvent en témoigner les nombreuses félicitations et demande d'envoi. Mali-Mètre est un instrument à la disposition de tous les acteurs, étatiques et non étatiques. Il donne aussi à chacun les résultats de ses actions.

Il sera bientôt davantage intégré dans les analyses politiques des experts maliens et étrangers de manière à permettre de contribuer à la sortie durable de la présente crise multidimensionnelle.

Mali-Mètre est un instrument d'orientation et de jaugeage des actions sociopolitiques au Mali.

La Représentante Résidente de la FES

Annette LOHMANN

RESUME

Le coup d'Etat de mars 2012 a ouvert une période de crise politico-institutionnelle et sécuritaire au Mali marquée par des intervalles de fortes tensions politiques et de recherche de solutions durables. Parmi ces solutions le pays s'est doté d'Institutions de Transition dont les deux missions principales sont la libération des régions Nord occupées et l'organisation des élections. Les résultats d'un sondage réalisé en novembre 2012 par la même institution indiquent entre autres que les Citoyens du District de Bamako ont majoritairement confiance à certaines institutions de la transition comme le Gouvernement d'Union Nationale. Les opinions sont plutôt mitigées pour le Président de la République par Intérim et pour l'Assemblée Nationale.

Depuis la réalisation de ce sondage, la situation politique a évolué et les lignes ont bougé sur beaucoup de questions, notamment à travers l'intervention militaire et la mise en œuvre de la reconquête militaire des régions Nord, le remaniement ministériel, l'état d'urgence et l'arrêt de l'activisme des organisations politiques nées après le 22 mars 2012. Plusieurs options qui avaient été affichées par les Citoyens ont été confirmées.

Les objectifs de ce second sondage sont de: (1) infirmer ou confirmer certaines options annoncées au premier sondage ; (2) approfondir le contenu de certaines notions comme l'unité nationale, la laïcité de l'Etat ; (3) intégrer de nouveaux paramètres dans l'enquête comme les causes du faible taux de participation aux élections, les conditions de reconstruction du pays, etc.

Perception de la gestion de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire

Institutions et dispositions de transition

Le Président de la république par intérim et le Gouvernement bénéficient de la confiance de la majorité de la population. Deux citoyens sur trois déclarent faire confiance au Président de la République par intérim contre un tiers en novembre 2012, 61% des enquêtés disent faire confiance au Premier ministre et 60% à l'équipe Gouvernementale. Par contre, moins d'un quart des Citoyens connaissent les noms des Députés élus de leur circonscription et plus de la moitié de ceux-ci se déclarent non satisfaits de leur travail à l'Assemblée nationale. La perception du rôle actuel de l'ex- junte est mitigée. Un peu plus du tiers des enquêtés pense qu'elle ne s'occupe de rien actuellement, moins de la moitié estime qu'elle s'occupe des questions militaires dont la reconquête du Nord et un cinquième croit qu'elle se préoccupe des intérêts de ses membres.

Pour la grande majorité de la population, les partis politiques ne sont pas impliqués dans la gestion de la crise ; et les activités des regroupements politiques nés après mars 2012 ne

visent qu'à créer l'anarchie dans le pays, assouvir des intérêts personnels et/ou opposer les maliens.

Moins d'un enquêté sur dix déclare connaître la Feuille de route du Gouvernement dans ses grandes lignes. Ils approuvent dans leur quasi-totalité son adoption avant les concertations nationales et estiment que sa contribution sera positive à la gestion de la crise.

La majorité des enquêtés déclarant connaître les grandes lignes de la feuille de route est hésitante quant à la nécessité d'organiser des concertations nationales après l'adoption de la feuille de route.

A propos des élections à venir, les trois quart des enquêtés souhaitent qu'elles soient organisées après la libération totale des régions du nord et le retour des déplacés, des réfugiés et de la sécurité. Cependant, la moitié des enquêtés estime leur organisation impossible en juillet 2013 et le fichier RAVEC remporte leur adhésion.

L'opinion des citoyens sur la présidence de la CENI par les religieux est mitigée. Par contre, la majorité des citoyens désapprouve le couplage des élections présidentielles et législatives.

Enfin, les deux tiers des enquêtés expliquent la faible participation des populations aux élections par le manque de crédibilité des candidats et leur conviction que leur vote n'a pas d'effet sur l'amélioration de leur conditions de vie.

Gestion militaire et politique de la crise sécuritaire

L'intervention militaire française est jugée positive par la quasi-totalité de la population. Elle était considérée comme positive par les trois quart des enquêtés en novembre 2012. De même, une présence américaine ou française permanente dans la région Nord au Mali est appréciée par la majorité de la population.

Le rôle actuel de l'armée dans la défense nationale est apprécié par la grande majorité des enquêtés. Cette majorité ne croit pas aux accusations de violation des droits de l'homme qui sont reprochées à l'armée.

Plus de la moitié des citoyens approuve le rôle des milices (Ganda Koy, Ganda Izo, etc.) dans leur lutte contre les groupements armés et la sécurisation des populations du Nord.

Le rôle joué par la CEDEAO dans la gestion de la crise est jugé positif par près de la moitié de la population enquêtée. Cette proportion de la population a significativement augmenté par rapport aux résultats de l'enquête de novembre 2012. Par contre la moitié de la population désapprouve la (non) intervention de la Mauritanie ou de l'Algérie dans la gestion de cette crise.

Une présence de casques bleus au Mali, avant ou après la libération des régions du Nord ne fait pas du tout l'unanimité chez les personnes enquêtées. Elle est désapprouvée par la moitié des hommes.

Par rapport à la communauté internationale, les attentes de la population sont avant tout d'aider les forces armées et de sécurité du Mali à lutter contre le terrorisme, protéger les frontières et libérer entièrement le Nord.

Pour une large partie des citoyens maliens, les activités du MNLA ne visent que la défense des intérêts de ses membres. Son rejet (avec le MIA) de l'entrée des troupes maliennes à Kidal est jugé inacceptable.

Plus des deux tiers des enquêtés sont contre des négociations pour la paix au Nord et préconisent plutôt l'usage de la force. Les partisans des négociations étaient un peu plus de la moitié de la population en novembre 2012. Ils souhaitent qu'elles soient conduites directement avec les représentants des communautés du Nord (et non avec les mouvements armés) et elles devront porter sur les conditions de la réconciliation des populations et de l'accélération du développement des régions septentrionales. L'intégrité territoriale, l'unité nationale et dans une moindre mesure le caractère laïc de l'Etat ne sont pas négociables.

Effets et impacts de l'occupation des régions du Nord

L'opinion de la majorité des enquêtés est que l'occupation des régions du Nord n'a pas eu d'effet sur les relations entre les populations du sud et du nord du Mali en général. Elle est plutôt mitigée sur les rapports entre les communautés religieuses à Bamako (musulmane et chrétienne). Par contre, plus de la moitié des populations estiment que l'occupation a contribué à exacerber les tensions intercommunautaires au nord.

Rôle des acteurs religieux

L'implication du HCIM dans la gestion de la crise est bien appréciée des populations. De même, plus de la moitié des citoyens approuve le rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différentes religions et entre les différents ordres religieux au Mali.

Rôle attendu des Partenaires Techniques et Financiers

Dans leur grande majorité, les citoyens souhaitent une reprise de la coopération économique et le renforcement de l'aide humanitaire. Près de la moitié attend une aide à l'organisation des élections et un tiers l'appui au retour des réfugiés et des déplacés.

Rôle de la société civile et des médias

Les citoyens attendent des organisations de la Société Civile qu'elles œuvrent pour la paix sociale et l'unité nationale. Ils attendent des médias une sensibilisation des populations aux enjeux de la crise et la défense avant tout de la paix et de la cohésion nationale.

La majorité des enquêtés estime que les organisations de la société civile n'ont pas adopté cette attitude souhaitée, contrairement aux médias qui sont restés pour la plupart conformes au rôle attendu.

Solutions pour une gestion durable de la crise

Les citoyens, dans leur grande majorité, préconisent l'amélioration de la gouvernance pour une gestion durable de la crise politico-institutionnelle, puis vient l'instauration d'une véritable démocratie à travers l'organisation d'élections transparentes et crédibles. Concernant la crise sécuritaire, la plupart recommande l'équipement des forces armées et de sécurité, le recrutement et la formation militaires, enfin la réconciliation de l'armée avec elle-même.

PREMIERE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE METHODOLOGIE

1.1. *Rappel des résultats clés du sondage de novembre 2012*

Les résultats d'un sondage réalisé en novembre 2012 indiquent entre autres que pour les Citoyens du District de Bamako, les principales causes de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire sont la mauvaise gestion des rébellions au nord et la faiblesse des partis politiques dans leur attribution de contrôle de l'exécutif. Ces causes sont complétées par d'autres comme la mauvaise gouvernance, l'insuffisance de préparation de l'armée et les effets de la crise libyenne.

En rapport avec les Institutions de Transition mises en place, les Citoyens font majoritairement confiance au Gouvernement d'Union Nationale tandis que leurs opinions sont plutôt mitigées concernant le Président de la République par Intérim et l'Assemblée Nationale. Quant à l'ex-junte, l'opinion de la majorité des enquêtés est qu'elle s'occupe surtout des questions militaires.

Pour les élections à venir, la quasi-totalité des enquêtés souhaite leur tenue seulement après la libération des régions du Nord et la grande majorité envisage d'y prendre part par esprit civique.

Concernant la gestion de la crise politico-institutionnelle, une grande majorité des Citoyens apprécie positivement le rôle joué par la CEDEAO et l'usage de la force militaire demeure la stratégie à privilégier. Pour les partisans de la négociation, un tiers des enquêtés, la majorité désigne le groupe islamiste Ançar Dine comme devant être le partenaire à privilégier par le Gouvernement, afin de renégocier l'ensemble des Accords passés avec les mouvements de rébellion. Toutefois l'intégrité territoriale, l'unité nationale et le caractère laïc de l'Etat demeurent non négociables.

Enfin pour la libération des régions nord, l'intervention militaire française ou américaine, est souhaitée par une large majorité des citoyens qui sont favorables à l'usage de la force.

Depuis la réalisation de ce sondage, beaucoup de choses ont changé. Les lignes ont bougé sur beaucoup de questions. La réalité quotidienne a pris des contours différents de ceux de la période du dernier sondage.

Alors il est important de revisiter certaines opinions, notamment l'appréciation des institutions de transition, de la conduite des négociations, du rôle de l'ex-junte, etc.

C'est dans ce cadre que la Friedrich-Ebert-Stiftung a commandité un second sondage qui vise à : (1) infirmer ou à confirmer certaines options annoncées au premier sondage ; (2) approfondir le contenu de notions comme l'intégrité territoriale et l'unité nationale ; (3)

intégrer de nouveaux paramètres dans le sondage comme la faiblesse des taux de participation aux élections et les conditions de reconstruction du pays.

1.2. Objectifs de l'Etude

L'étude vise, à travers ce second sondage réalisé à Bamako, à évaluer les opinions des citoyens sur la gouvernance de la transition, la gestion militaire et politique de la crise, les effets et impacts sociaux de l'occupation des régions Nord du Mali, l'implication et aussi le rôle des acteurs religieux, des partenaires techniques et financiers, de la société civile et des médias.

Il s'est agi plus spécifiquement de:

- évaluer le niveau de confiance des Institutions de transition : Président de la République par intérim, Premier ministre, Gouvernement, Assemblée Nationale ;
- apprécier la perception des citoyens des activités des Partis et mouvements politiques nés après les événements du 22 mars ;
- solliciter leur opinion sur la Feuille de Route du Gouvernement ;
- d'apprécier l'organisation en cours des élections ;
- se prononcer sur les interventions militaires, l'implication des forces politiques, sur le processus de négociation à envisager et la configuration des acteurs ;
- évaluer la perception de l'ampleur des effets de l'occupation des régions du nord par des groupes islamistes et indépendantistes sur l'unité nationale, le « vivre ensemble » des communautés sociales et religieuses ;
- d'apprécier le rôle des acteurs religieux dans le processus de retour du Mali à la pleine constitutionnalité et dans la vie politique ;
- évaluer les attentes des citoyens de la participation des partenaires techniques et financiers, de la société civile et des médias de la gestion de la situation actuelle ; et
- faire des options de propositions et recommandations pour une solution durable au problème du Nord.

Les termes de référence détaillés sont joints en annexe au présent rapport.

1.3. Approche méthodologique

1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage

Ont été interrogés les citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment de l'Enquête et résidant dans le District de Bamako.

La taille de l'échantillon a été déterminée par la méthode des proportions.

Elle a été calculée de la façon suivante :

$$n = \frac{t^2 \times p(1-p)}{e^2}$$

Avec n= taille de l'échantillon attendu, t= niveau de confiance déduit du taux de confiance (traditionnellement 1,96 pour un taux de confiance de 95%), loi normale centrée réduite, p= proportion estimative de la population présentant la caractéristique étudiée dans l'étude, e=marge d'erreur (traditionnellement fixée à 5%).

$$n = 1,96 \times 1,96 \times 0,5 (1-0,5) / (0,05 \times 0,05) = 384$$

La méthode utilisée est celle des quotas, une méthode de choix raisonné, utilisée pour des échantillons de moins de 1000 individus.

1.3.2 Organisation de l'étude

1.3.2.1 Echanges préliminaires avec le commanditaire

Des échanges préliminaires autour du projet de TDR entre le Consultant et les responsables de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) ont permis une meilleure compréhension de la mission. Ces échanges ont particulièrement servi au commanditaire d'une part de mieux préciser ses attentes et les objectifs spécifiques du sondage, d'autre part d'amender l'approche méthodologique proposée par le consultant.

1.3.2.2 Elaboration du questionnaire

Un questionnaire qui prend en compte les attentes et préoccupations du commanditaire soulevées dans les TDR a été élaboré. Il comprend :

Partie I : Identification de l'enquêté

Partie II : Caractéristiques sociodémographiques

Partie III : Perception des enquêtés de la gestion de la crise politico-institutionnelles et sécuritaire avec la perception :

- des Institutions de transition
- de la gestion militaire et politique de la crise sécuritaire

Partie IV : Perception des enquêtés des effets de l'occupation des régions du Nord

Partie V : Perception des acteurs religieux

Partie VI : Perception des partenaires techniques et financiers

Partie VII : Perception de la société civile et des médias

Partie VIII : propositions de solutions pour une gestion durable de la crise

Le questionnaire détaillé est joint en annexe au présent rapport.

1.3.2.3 Recrutement, Formation des enquêteurs et Pré-test

Sept (7) enquêteurs ont été recrutés, formés et supervisés par le consultant. Il s'agit pour l'essentiel des enquêteurs ayant participé à la conduite des enquêtes du premier sondage en novembre 2012.

1.3.2.4 Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a duré 8 jours, du 13 au 20 février 2013, dans l'ensemble des Communes du District de Bamako. A partir du centre de sa zone d'enquête, chaque enquêteur pour son déplacement sur le terrain, lance au préalable un stylo dont la direction du capuchon lui indique le sens à prendre. Ensuite il interroge à son passage toutes les personnes répondant aux critères de choix de l'échantillon jusqu'à obtention du nombre d'enquêtés qui lui a été attribué.

Au total les 384 personnes prévues dans l'échantillon ont été enquêtées au hasard.

1.3.2.5 Traitement et Analyse

La saisie des données a été effectuée sur le logiciel EPI data. Les données ont été ensuite transportées sur Access pour analyse.

La tabulation des données a été faite sur la base d'un plan d'analyse préétabli.

1.3.2.5 Livrables

Un rapport provisoire a été soumis à l'appréciation du commanditaire. Le rapport final a intégré l'essentiel des observations faites par la Friedrich-Ebert-Stiftung.

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS

2.1. Perception de la gestion de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire

2.1. 1. Les Institutions de transition

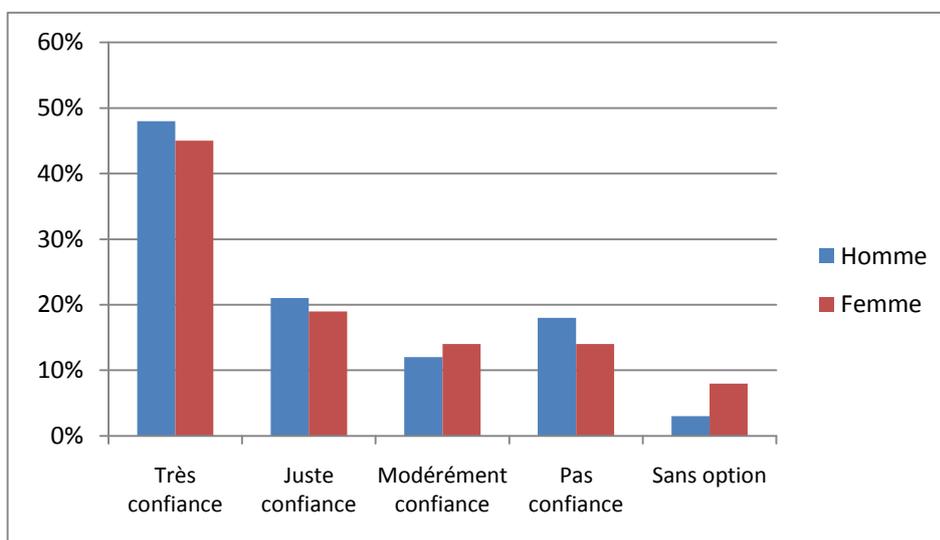
Pour la gestion de la période de transition, le pays s'est doté des Institutions ci-après : un Président de la république par Intérim, un Gouvernement et une Assemblée Nationale à travers la prolongation du mandat des Députés.

Les résultats de l'enquête sur le degré de confiance des Citoyens à ces Institutions de transition sont donnés aux tableaux qui suivent.

2.1.1.1. Le Président par intérim

Près de la moitié des citoyens (46,4%) disent lui faire très confiance et environ un sur cinq (19,8%) lui faire juste confiance, indépendamment du sexe. Un peu plus de un sur six (15,9%) déclare ne pas lui confiance, et 13% lui font modérément confiance. Au total, les deux tiers des citoyens lui font confiance (juste ou très confiance) contre 29% qui ne lui font que peu ou pas confiance. Moins de 5% des personnes enquêtées sont sans opinion.

Figure 1 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et le degré de confiance au Président de la république par Intérim



Par rapport à l'âge, majoritairement, la population est très confiante vis-à-vis du Président de la république quelque soit la classe d'âge. Les plus jeunes (18-34) sont nombreux à se déclarer très confiants (62%).

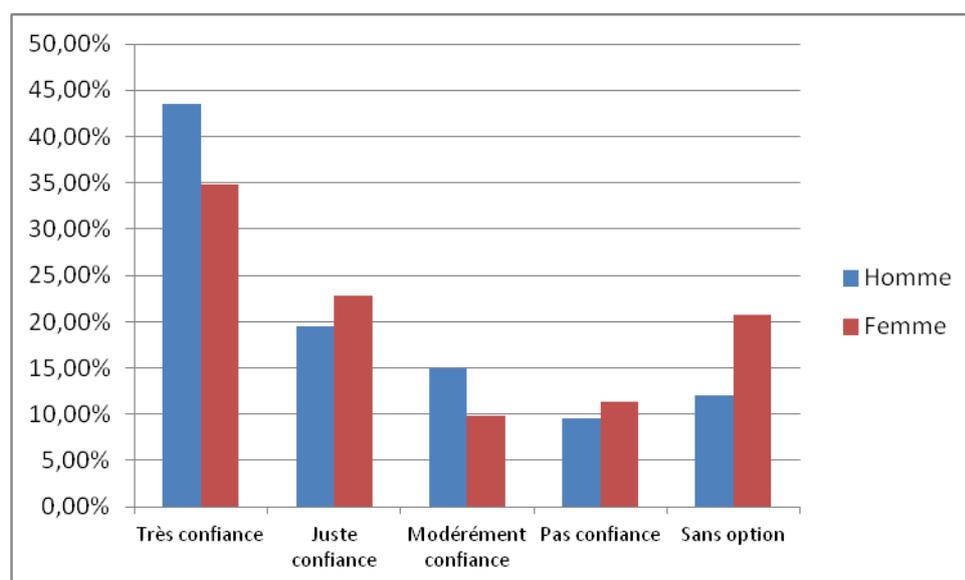
Le niveau d'instruction a peu d'influence sur le degré de confiance au Président par Intérim.

Le degré de confiance des citoyens au Président par intérim s’améliore nettement, comparé aux résultats de l’enquête de novembre 2012. « Seulement » 15% disaient lui faire très confiance, contre 18% lui faire juste confiance et 42% qui ne lui faisaient pas confiance.

2.1.1.2. Le Premier Ministre

La grande majorité des enquêtés (61%) disent lui faire confiance dont 40% lui font très confiance et 21% lui faire juste confiance contre 10% qui ne lui font pas confiance et 13% qui lui font modérément ou peu confiance. La proportion des sans opinion, 16%, est plus élevée, chez les femmes (21%) que chez les hommes (12%).

Figure 2 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et le degré de confiance au Premier Ministre



Les citoyens qui lui font très confiance comptent plus chez les hommes (44%) que les femmes (35%). Par contre les personnes qui déclarent ne pas lui faire confiance se dénombrent presque dans la même proportion chez les femmes et les hommes (environ 10%).

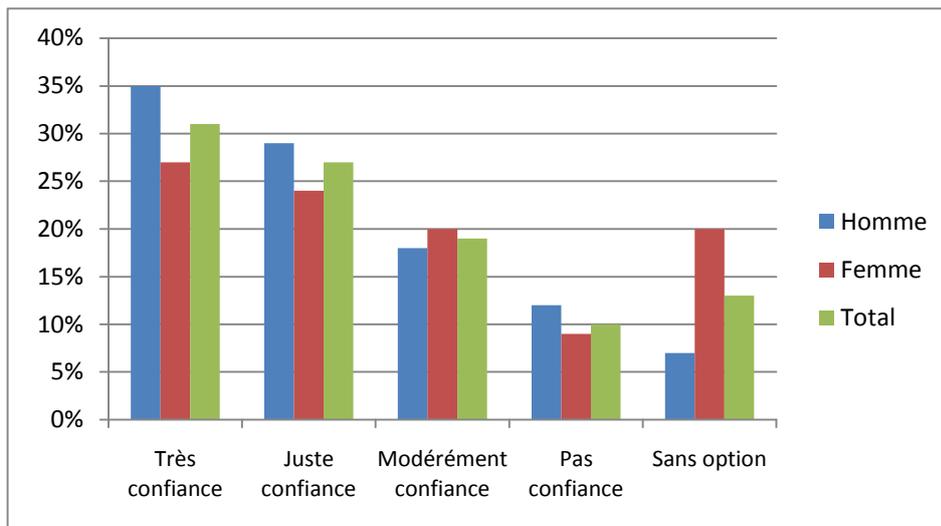
Par classe d’âge, les 18-34 ans sont plus nombreux (42,4%) à avoir confiance au Premier Ministre, plus que la classe des 50-64 ans, tandis que la majorité des 65 ans disent ne pas du tout lui faire confiance.

Le niveau d’instruction n’a pas pratiquement eu d’influence sur le degré de confiance au Premier Ministre.

2.1.1.3. Le Gouvernement de transition

Près de 60% des enquêtés ont soit très confiance (31%), soit juste confiance (27%) contre 29% qui n’ont pas confiance (10%) n’ont qu’une confiance modérée au Gouvernement de transition, sans différence significative selon le sexe. A noter que 13% sont sans opinion. Les personnes sans opinion comptent plus chez les femmes (20%) que chez les hommes (7%).

Tableau 1 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la confiance au Gouvernement de transition



Ni l'âge, ni le niveau d'instruction ne semble avoir d'influence sur le degré de confiance au Gouvernement de transition.

2.1.1.4. L'Assemblée Nationale

L'opinion des citoyens a été sollicitée au niveau de deux paramètres : leur connaissance des députés élus de leur circonscription et l'appréciation de leur travail à l'assemblée nationale.

a) connaissance des Députés élus de leur circonscription

Plus des trois quart (76,8%) des Citoyens enquêtés ont déclaré ne pas connaître les noms des députés élus de leur circonscription contre moins d'un quart (23,5%) qui les connaissent.

Tableau 2: répartition des enquêtés par sexe et selon qu'ils connaissent ou non les Députés élus de leur circonscription

	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui	61	31	28	15	89	23,2
Non	139	70	156	85	295	76,8
Total	200	100	184	100	384	100

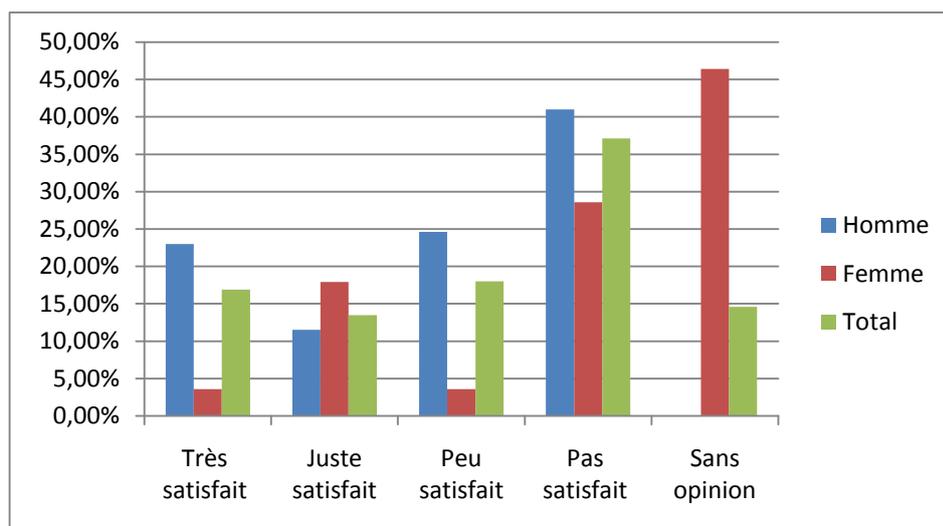
La proportion de ceux qui disent ne pas les connaître est plus élevée chez les femmes (85%) que chez les hommes (70%).

Toutefois la proportion de ceux qui déclarent connaître leurs Députés semble augmenter avec le niveau d'instruction : un sur dix pour les sans instruction contre 42,2% pour le niveau supérieur.

b) Opinion sur le travail des députés à l'Assemblée nationale

Parmi les Citoyens qui ont déclaré connaître les Députés élus de leur circonscription, plus de la moitié (52%) sont pas ou peu satisfaits du travail de leurs élus à l'Assemblée nationale contre 30% de satisfaits dont 16,9% de très satisfaits et 13,5% de juste satisfaits. Les sans opinion représentent 14,6%.

Figure 3 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et le degré de satisfaction par rapport au travail des députés à l'Assemblée Nationale



Les proportions des très satisfaits ou des pas satisfaits sont plus élevées chez les hommes (respectivement 23% et 41%) que chez les femmes (3,6% et 28,6%). Par contre, les sans opinion sont majoritaires et se dénombrent exclusivement chez les femmes (46,4%).

2.1.1.5. Rôle actuel joué par l'ex-junte

La perception du rôle actuel de l'ex-junte par les citoyens est mitigée, indépendamment du sexe. La plus forte proportion des enquêtés pensent qu'elle ne s'occupe de rien actuellement (37%). Une proportion moins importante estime qu'elle s'occupe de la reconquête du Nord (22%), des questions militaires en général (19%), enfin des intérêts de ses membres (20%).

Tableau 3 : Répartition des enquêtés par sexe selon l'opinion sur le rôle l'ex-junte

Rôle joué	% Homme (D=200)	% Femme (D=184)	% Total (D=384)
Elle ne s'occupe de rien	39,5	34,2	37,0
Elle s'occupe de la reconquête du Nord	20,5	22,8	21,6
Elle s'occupe des intérêts des ex-membres	23,5	16,3	20,1
Elle s'occupe des questions militaires	18	20,7	19,3
Elle Appuie les Institutions de transition	11,5	7,1	9,4
Elle dirige en réalité les Institutions	0,5	0	0,3

Autres (précisez)	2,5	2,2	2,3
Ne sait pas	2	10,3	6,0

Par rapport aux résultats du sondage de novembre 2012, la proportion des enquêtés qui estime que l'ex-junte ne s'occupait des questions militaires a diminué de moitié (19% contre 40%) et celle qui affirmait qu'elle appuyait les Institutions de transition (26,49%) a quasi disparu. Par contre la proportion des citoyens qui affirmait qu'elle ne s'occupait de rien (14,81%) a presque triplé (37%) et celle qui pense qu'elle s'occupait des intérêts de ses membres (16,62%) a aussi significativement augmenté. Enfin 6% sont sans opinion.

2.1.1.6. Rôle des partis politiques dans la gestion de la crise

De l'avis des enquêtés, le rôle des partis politiques dans la gestion de la crise actuelle est très limité. La grande majorité de la population (89,1%) estime que les partis politiques ne s'occupent pas de la gestion de la crise. Ils s'occupent plutôt d'eux-mêmes (40,1%), de leur avenir politique (25,8%) ou de rien du tout (23,2%). Pour 28% des enquêtés, les partis politiques participent à la gestion de la crise, soit en appuyant les Institutions de transition (15,9%), soit en s'occupant de la reconquête du Nord. A noter qu'une minorité (3,6%) estime soit qu'ils combattent les Institutions de transition, soit qu'ils les dirigent (3,6%). Enfin 9,4% sont sans opinion.

La proportion de ceux qui estiment que les partis politiques ne s'occupent pas de la gestion de la crise est plus élevée chez les hommes (97%) que chez les femmes (80%). En effet, ils ne s'occupent que d'eux-mêmes (43,5% d'hommes et 36,4% de femmes), ils se préoccupent de leur avenir politique (26,5% d'hommes et 25,0% de femmes) et ils ne s'occupent de rien (26,5% d'hommes et 19,0% de femmes).

La proportion de ceux qui soutiennent que les partis politiques ne s'occupent que d'eux-mêmes est plus élevée chez les plus instruits : 48,7% pour le niveau secondaire et plus de 44,6% pour le niveau supérieur.

Une forte proportion des plus âgées (46,7%) pensent que les partis politiques ne s'occupent que d'eux-mêmes. Ils sont suivis des enquêtés des tranches d'âge 18-34 ans et 35-49 ans (environ 40%) dans cette appréciation.

Tableau 4: répartition par sexe des opinions des enquêtés sur le rôle des partis politiques dans la gestion de la crise

Rôles des partis politiques	% Homme (D=200)	% Femme (D=184)	% Total (D=384)
Ils ne s'occupent que d'eux –mêmes	43,5	36,4	40,1
Ils se préoccupent de leur avenir politique	26,5	25,0	25,8
Ils ne s'occupent de rien	27,0	19,0	23,2
Ils appuient les Institutions de transition	17,5	14,1	15,9
Ils s'occupent de la reconquête du Nord	10	14,1	12,0
Ils combattent les institutions de transition	5,5	1,6	3,6
Ils dirigent en réalité la transition	4	3,3	3,6
Autres (précisez)	3	1,1	2,1
Ne sait pas	2,5	16,8	9,4

2.1.1.7. Activités des partis et regroupements politiques nés après le 22 mars

Les activités des partis et regroupements politiques nés après le 22 mars (COPAM, FDR, etc.) sont négativement jugés par la grande majorité des enquêtés qui estiment que ces activités soit créent l'anarchie dans le pays (41,4%), soit servent à assouvir des intérêts personnels (34,9%), soit contribuent à opposer les maliens (30,2%). La proportion des enquêtés qui apprécie positivement ces manifestations (« c'est bon pour la démocratie », « c'est pour le bonheur des maliens ») est faible, au total 14,8%. Ces opinions résultats confirment les grandes tendances dégagées au cours du sondage de novembre 2012.

Tableau 5: Répartition des Opinions sur les activités des partis et regroupements politiques

Opinions sur les activités des partis et regroupements politiques	% Homme (D=200)	% Femme (D=184)	% Total (D=384)
Pour créer l'anarchie dans le pays	43,5	39,1	41,4
Pour leurs intérêts personnels	44,5	24,5	34,9
Pour opposer les maliens	32,5	27,7	30,2
C'est pour le pouvoir de leur parti	10,5	8,7	9,6
C'est bon pour la démocratie	11,0	5,4	8,3
Pour le bonheur des maliens	7,0	6,0	6,5
Autres (précisez)	2,5	1,1	1,8
Sans Opinion	9,5	29,3	19,0

2.1.1.8. La feuille de route

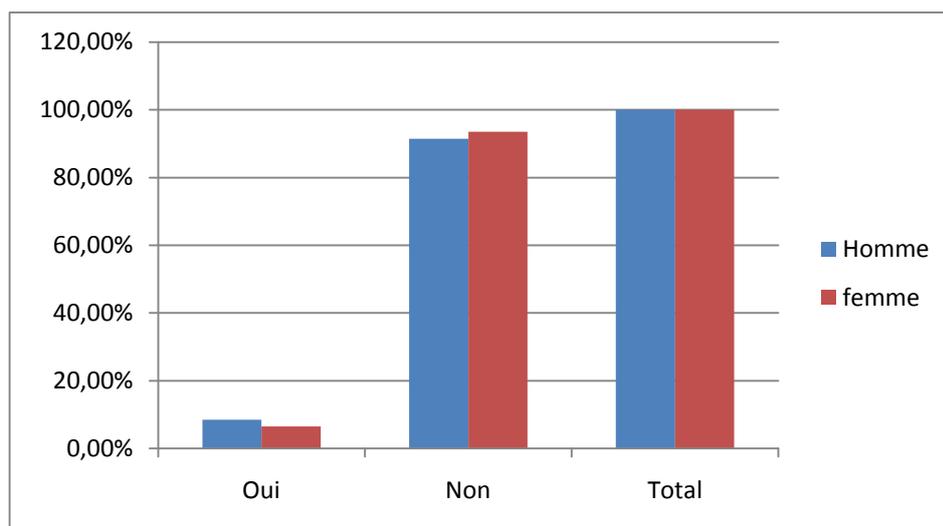
a) Connaissance de la feuille de route

Une minorité des personnes enquêtées (7,6%) ont déclaré connaître la Feuille de route du Gouvernement de transition au moins dans ses grandes lignes, contre la large majorité

(92,4%) qui l'ignore. Parmi cette majorité, la proportion des femmes (93,5%) est légèrement supérieure à celle des hommes (91,5%).

La proportion des personnes qui connaissent la feuille de route augmente avec le niveau d'instruction : 1,1% chez les sans instruction, 2,2% pour le niveau fondamental, 17% pour le niveau secondaire et 49% pour le supérieur.

Figure 4 : Répartition des enquêtés par sexe et selon leur connaissance de la feuille de route du Gouvernement



c) l'Adoption de la feuille de route avant les concertations nationales

La quasi-totalité (98,9%) des personnes qui disent connaître la feuille de route du gouvernement au moins dans ses grandes lignes (environ 8% des enquêtés) apprécie son adoption avant les concertations nationales qui étaient initialement prévues. Cette adoption est jugée positive (74,2%) à très positive (24,7%) pour les raisons suivantes : (1) pouvoir faire face à l'urgence de sortie de la crise institutionnelle, sécuritaire et économique, (2) accélérer en facilitant le processus de sortie de crise en passant par l'adoption de la feuille de route par l'Assemblée Nationale.

Selon le genre la proportion des hommes est plus élevée parmi ceux qui jugent cette adoption très positive (32% contre 17% des femmes) tandis que la proportion des femmes est plus élevée chez les personnes qui la jugent « seulement » positive.

d) la Contribution de la feuille de route à la sortie de crise

La grande majorité (93,1%) de ceux qui connaissent la feuille de route estime qu'elle contribuera à la sortie de la crise actuelle. A leur avis, la feuille de route permet de débloquent la situation institutionnelle et crée les conditions d'un retour rapide des partenaires techniques et financiers indispensable à la sortie de crise.

e) la Nécessité d'organiser des concertations nationale après l'adoption de la feuille de route

La question à savoir « s'il était nécessaire d'organiser des concertations nationale après l'adoption de la feuille de route ? » a été posée uniquement à la proportion de la population qui a déclaré connaître la feuille de route. Au résultat, les deux tiers des enquêtés (76%) estiment que l'organisation des concertations nationales n'est plus nécessaire en évoquant les raisons ci-après : (1) le manque de moyens financiers de l'Etat, et (2) la priorité à accorder aux dépenses de guerre. Le tiers, favorable à l'organisation des concertations justifie son opinion pour des raisons de souveraineté nationale, de transparence et de crédibilité des décisions qui seront retenues dans la feuille de route.

2.1.1.9. Les objectifs des concertations nationales

Pour environ les trois quarts (72%) des partisans des concertations nationales, l'objectif prioritaire doit être de définir les orientations de la réconciliation nationale. Les autres doivent aller dans le sens de :

- l'approfondissement de la décentralisation (38%),
- la prise en compte par l'Etat des spécificités régionales (28%), et
- le développement des régions du Nord (28%).

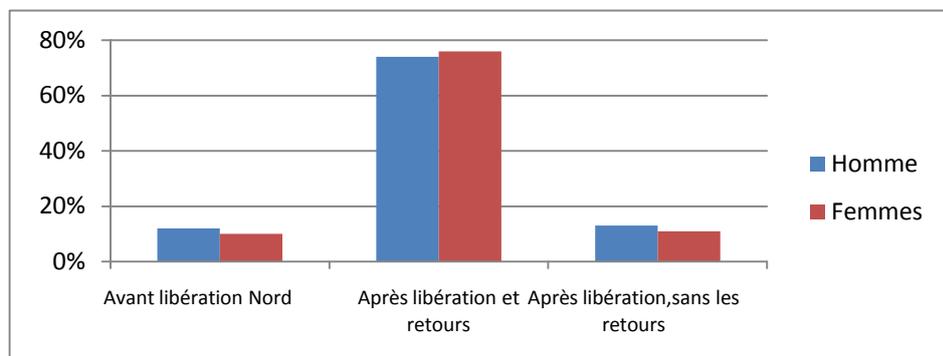
2.1.1.10. Les élections à venir

a) Opinions sur la période de tenue des élections

Les trois quart des enquêtés (75%) souhaitent que les élections à venir soient organisées « après la libération totale des régions du nord et le retour des déplacés, des réfugiés et de la sécurité », dans des proportions quasi identiques des hommes et des femmes et quelque soit le niveau d'instruction. Par contre plus d'un citoyen sur dix (12%) souhaitent ces élections « aussitôt la libération du Nord, même si tous les réfugiés et les déplacés ne sont pas de retour » et environ un sur dix (11%) souhaite leur organisation « avant la libération totale des régions du Nord ».

Par rapport à l'âge, les plus jeunes, tranches d'âge de 35-59 ans (77,3%) et de 18-34 (73,9%) sont les plus nombreux à vouloir lier la tenue des élections à la libération totale des régions Nord.

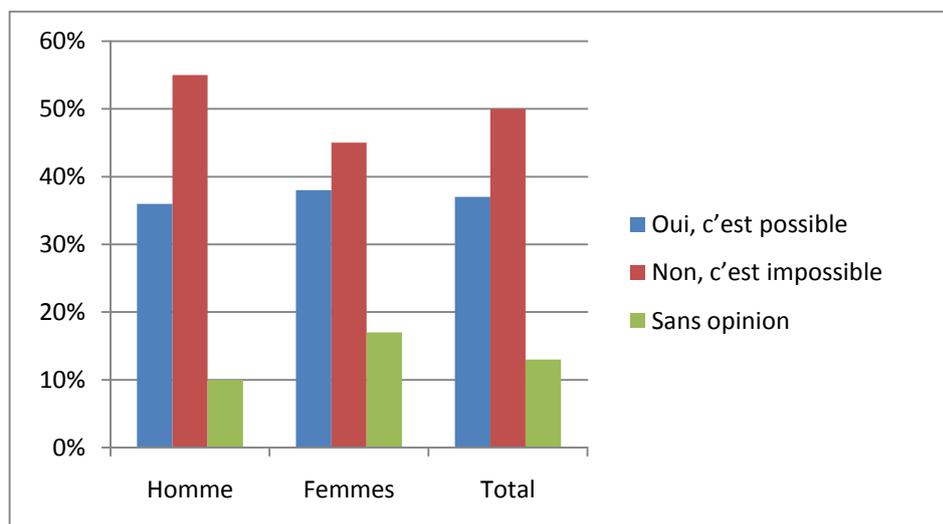
Figure 5: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur opinion sur la période de tenue des élections



b) Possibilité d’organiser les élections en juillet 2013

La moitié des enquêtés (50%) estime que l’organisation des élections en juillet 2013 est impossible compte tenu de plusieurs facteurs contre 37% qui croient qu’elle est possible. 13% sont sans opinion. La proportion de ceux qui croient impossibles l’organisation d’élections en juillet est plus élevée chez les hommes (55%) que chez les femmes (45%).

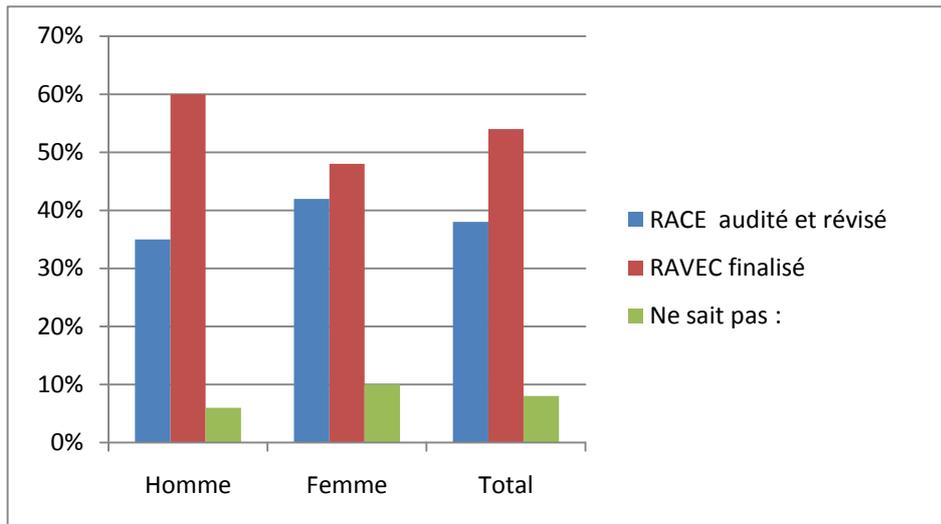
Figure 6: Répartition des opinions des enquêtés par sexe et selon la possibilité d’organiser les élections en juillet 2013



C) Le fichier électoral

La majorité des personnes enquêtées (54%) déclare que les élections à venir doivent être organisées avec le fichier RAVEC finalisé contre 38% qui recommandent le fichier RACE audité et révisé et 8% sont sans opinion. La proportion des enquêtés ayant affiché leur préférence pour la RAVEC est plus élevée chez les hommes (60%) que chez les femmes (48%).

Figure 7: Répartition des enquêtés selon le sexe et le type de fichier électoral préféré



d) La composition actuelle de la CENI

Environ le quart (26%) des personnes enquêtées font confiance à la composition actuelle de la CENI contre 17% qui ne lui font pas confiance. Toutefois la grande majorité des enquêtés (57%) est sans opinion, du fait probablement que cette composition n'est pas largement connue des Citoyens.

Tableau 6 : Répartition des enquêtés par sexe et leur confiance à la composition actuelle de la CENI

	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui, j'ai confiance	57	29	44	24	101	26
Non, je n'ai pas confiance	46	23	20	11	66	17
Sans opinion :	97	49	120	65	217	57
Total	200	100	184	100	384	100

e) La présidence actuelle de la CENI par les religieux

L'opinion des citoyens sur la présidence de la CENI par les religieux est plutôt mitigée ; plus du tiers des enquêtés (37%) la juge positive (20%) à très positive (17%), contre un peu moins du tiers (31%) qui l'apprécie plutôt négativement. L'autre tiers environ des enquêtés (32%) est sans opinion.

Les partisans de cette présidence justifient leur position, soit par la neutralité politique et l'intégrité morale des responsables religieux (« ils sont plus honnêtes que les autres »), soit par le fait majoritaire des musulmans au Mali (« les musulmans sont les plus nombreux dans ce pays »). Par contre ceux qui sont opposés à cette présidence évoquent la nécessité de (1) séparer la politique de la religion, (2) respecter le caractère laïc des institutions du pays.

Tableau 7: Répartition des opinions des enquêtés selon le sexe et la présidence de la CENI par les religieux

Degré d'appréciation	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	37	19	28	15	65	17
Positive	44	22	34	18	78	20
Un Peu positive	9	5	10	5	19	5
Négative	28	14	20	11	48	13
Très négative	34	17	17	9	51	13
Sans opinion	48	24	75	41	123	32
Total	200	100	184	100	384	100

Selon le genre, la proportion des enquêtés en faveur ou contre la présidence de la CENI par les religieux est plus élevée chez les hommes tandis que celle des sans opinion et des sans réponse est plus élevée chez les femmes.

f) Le couplage des élections présidentielles et législatives

La majorité des enquêtés (45%) considère que le couplage des élections présidentielles et législatives est négatif à très négatif contre 38% qui estiment qu'il est positif à très positif, 16% sont sans opinion. La proportion des personnes qui considèrent que ce couplage est négatif à très négatif varie très peu selon le sexe : de l'avis de 45% des hommes et 47% des femmes.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés par sexe et selon leur appréciation du couplage des élections présidentielles et législatives

Appréciation	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	35	18	16	9	51	13
Positive	50	25	45	24	95	25
Un Peu positive	4	2	9	5	13	3
Négative	59	30	64	35	123	32
Très négative	26	13	12	7	38	10
Sans opinion	24	12	38	21	62	16
Total	198	100	184	100	382	100

Les réticences des citoyens au couplage sont justifiées par les risques importants des fraudes électorales, les difficultés d'organisation et le manque d'expérience de l'administration électorale et des électeurs maliens. Les partisans du couplage évoquent surtout le gain en temps et en moyen financiers pour l'Etat.

g) Les causes de la faible participation des populations aux élections

Les deux tiers environ des enquêtés (65%) expliquent la faible participation des populations aux élections par le manque de crédibilité des candidats ou que « les candidats ne pensent qu'à eux-mêmes » (46%) et pas aux citoyens en général, indépendamment du sexe. Les 31%

imputent cette faible participation au peu (ou pas) d'effet de leur vote sur l'amélioration de leurs conditions de vie (étude, emploi, santé, transport, etc.) ou à la fraude (42%) ou que (« les résultats sont connus d'avance » (29%).

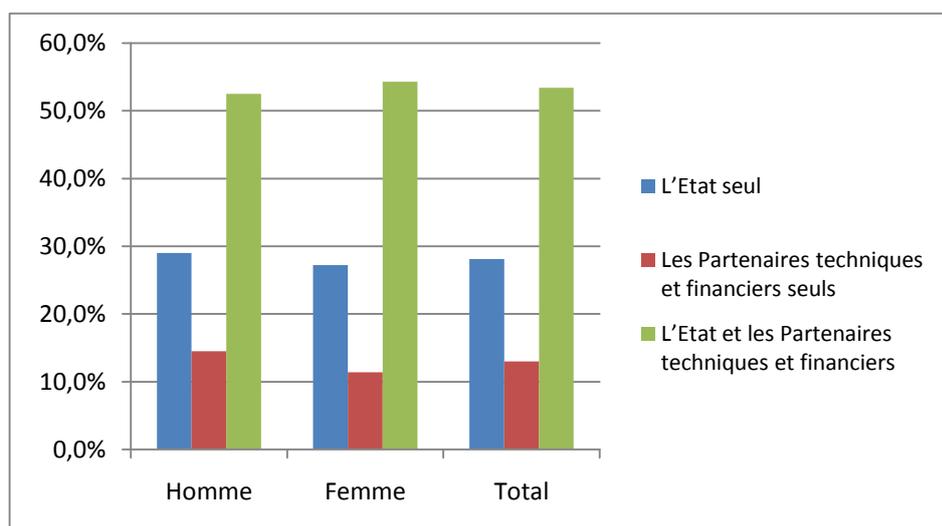
Tableau 9 : Répartition des enquêtés par sexe et selon les causes de la faible participation des populations aux élections

Causes	Homme	%	Femme	%	Total	%
Le vote ne permet pas d'améliorer les conditions de vie des populations	58	29	61	33	119	31
Les candidats ne pensent qu'à eux-mêmes	102	51	76	41	178	46
Les candidats ne sont pas crédibles	133	67	116	63	249	65
Il ya trop de fraudes	78	39	85	46	163	42
Les résultats sont connus d'avance	60	30	51	28	111	29
Organisation matérielle faible	12	6	13	7	25	7
Ne sait pas	2	1	3	2	5	1

h) Le financement de l'organisation des élections

Pour plus de la moitié des enquêtés (53,4%), l'organisation des élections à venir doit être financée par l'Etat et les partenaires techniques et financiers, contre 28% qui estiment que l'Etat seul doit assurer cette mission et 13% l'attribuent aux PTF, sans distinction particulière entre les hommes et les femmes.

Figure 8: répartition des enquêtés selon leur opinion sur celui qui doit financer les élections

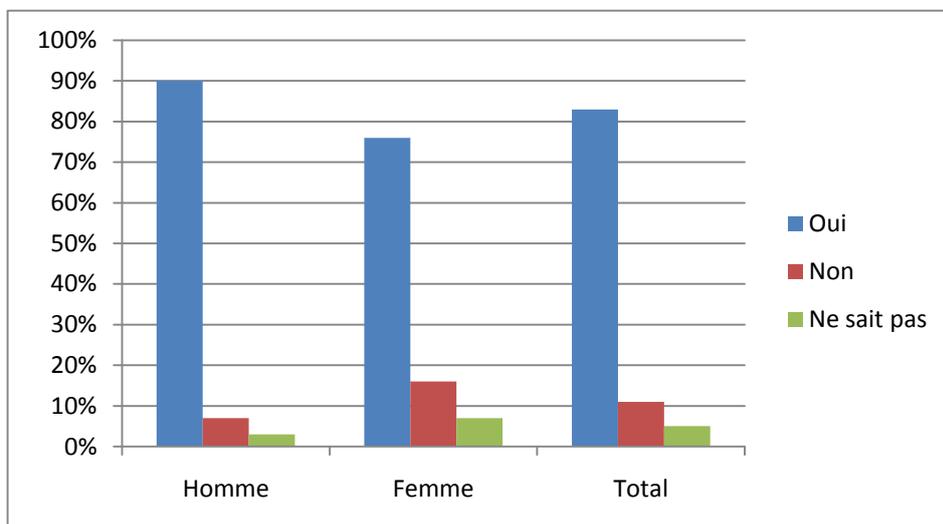


i) Participation aux élections à venir

La grande majorité des personnes enquêtées (83%) ont déclaré qu'elles voteraient aux prochaines élections contre 11% qui ne voteraient pas et 5% d'indécis. Les proportions des non votants et des indécis sont plus élevées chez les femmes (respectivement 16% et 7%)

que chez les hommes (respectivement 7% et 3%). Ces résultats confirment les tendances dégagées par l'enquête de novembre 2012.

Figure 9 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinions sur l'échéance des élections en juillet 2012



2.1.2. Gestion militaire et politique de la crise sécuritaire

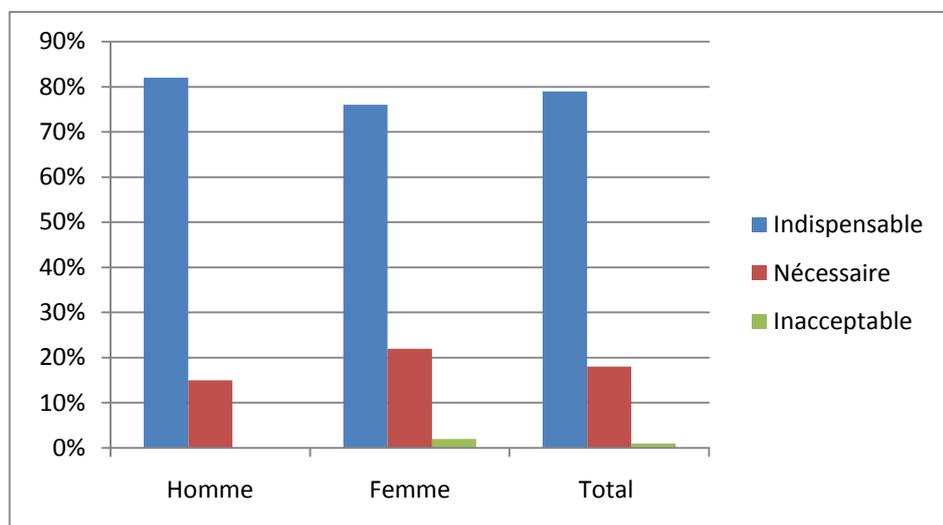
2.1.2.1. L'intervention militaire française pour la libération des régions du Nord

La quasi-totalité des enquêtés (97%) est favorable à l'intervention militaire française qui la juge soit « indispensable » (79%) soit nécessaire (18%). Les opposants à cette intervention (1%) sont quasi insignifiants tandis que les sans opinion représentent 2% des personnes enquêtées.

Par rapport à l'âge, la proportion de ceux qui sont favorables à cette intervention est plus élevée chez la classe des 35-49 ans (86,4%) et plus faible chez la tranche d'âge des 50-64 ans (69,8%).

La proportion de la population favorable à l'intervention française a significativement augmenté, comparée aux résultats de l'enquête de novembre 2012 qui indiquaient que « seulement » 75% étaient favorables contre 20% qui étaient opposés.

Figure 10: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'opinion sur l'intervention militaire Française



2.1.2.2. L'intervention militaire française à Kidal sans les troupes maliennes

Le tiers des enquêtés (34%) disent ne pas faire confiance aux français lorsqu'ils interviennent à Kidal sans les troupes maliennes, contre 26% qui font très confiance et (21%) qui font juste confiance. La proportion d'enquêtés qui ne font pas confiance aux français est plus élevée chez les hommes (38%) que chez les femmes (30%).

Tableau 10: Répartition des enquêtés par sexe et selon le degré de confiance à l'intervention militaire française à Kidal sans les troupes maliennes

Degré de confiance	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très confiance	59	30	39	21	98	26
Juste confiance	46	23	36	20	82	21
Modérément confiance	20	10	32	17	52	14
Pas confiance	75	38	56	30	131	34
Sans opinion	0	0	21	11	21	5
Total	200	100	184	100	384	100

2.1.2.3. Le Mouvement National de libération de l'Azawad

Pour une large majorité des enquêtés (89%), le Mouvement National de Libération de l'Azawad défend les intérêts des membres de son organisation et non les intérêts des populations de Kidal, du nord ou des Touareg en général.

Tableau 11: Répartition des enquêtés sur selon leur opinion sur les intérêts défendus par le MNLA

Catégories d'intérêt défendu par MNLA	Homme	%	Femme	%	Total	%
Il défend les populations du nord	2	1	5	3	7	1,8
Il défend les Touareg uniquement	14	7	13	7	27	7,0
Il défend les intérêts des populations de Kidal	8	4	8	4	16	4,2
Il défend les intérêts de ses membres	175	88	166	90	341	88,8
Autres (précisez)	19	10	4	2	23	6,0
Sans option		0	6	3	6	1,6

2.1.2.4. Le rejet de l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA

Pour environ les deux tiers des enquêtés (64,1%) le rejet de l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA est inacceptable. Pour un quart de la population (25,8%), ce rejet est incompréhensible. La proportion de la population qui juge inacceptable le rejet de l'entrée des troupes maliennes à Kidal est plus élevée chez les hommes (70%) que chez les femmes (58%). Plus de 63% des personnes âgées de 18-34 ans et 73% des 65 ans et plus sont de cet avis.

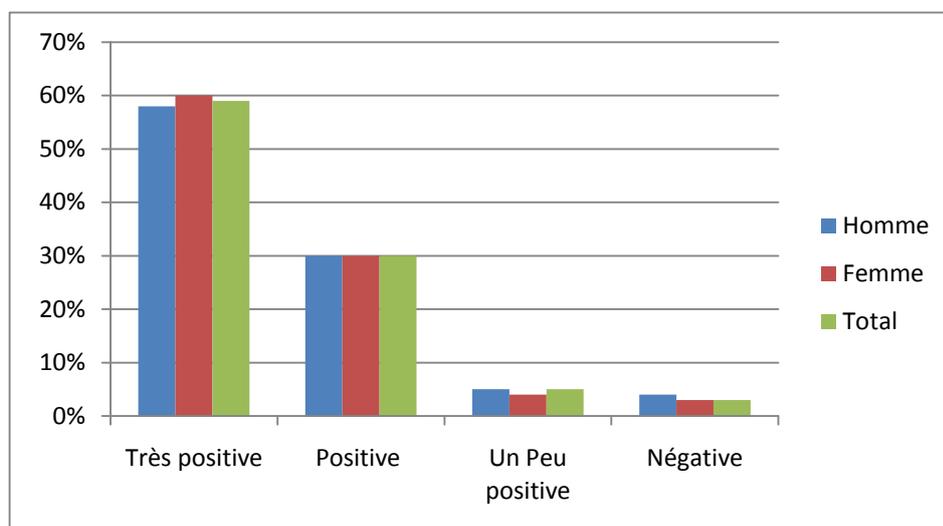
Tableau 12: Répartition des enquêtés sur selon leur opinion sur le rejet de l'entrée de l'armée malienne à Kidal par le MNLA et le MIA

Opinion	Homme	%	Femme	%	Total	%
C'est normal	13	7	11	6	24	6,3
C'est incompréhensible	45	23	54	29	99	25,8
C'est Inacceptable	139	70	107	58	246	64,1
Sans opinion	3	2	12	7	15	3,9
Total	200	100	184	100	384	100

2.1.2.5. Appréciation du rôle actuel de l'armée dans la défense territoriale et l'unité nationale

La grande majorité des enquêtés (89%) apprécie positivement le rôle actuel de l'armée dans la défense nationale contre 10% qui l'apprécient négativement. Ces opinions sont partagées presque dans les mêmes proportions des hommes que des femmes.

Figure 11: Répartition de l'appréciation du rôle de l'armée dans la défense territoriale et l'unité nationale selon le sexe



Par rapport au niveau d'instruction, la faible proportion de ceux qui apprécient négativement le rôle actuel de l'armée est surtout significative chez les niveaux secondaire et supérieur, respectivement 5,3% et 4,8%.

2.1.2.6. Les accusations de violation des droits de l'homme par l'armée

La majorité des enquêtés (82,8%) ne croit pas aux accusations de violation des droits de l'homme par l'armée. Toutefois plus de 10% sont sans opinion.

Tableau 13: Répartition des enquêtés selon leur opinion sur la violation des droits de l'homme par l'armée

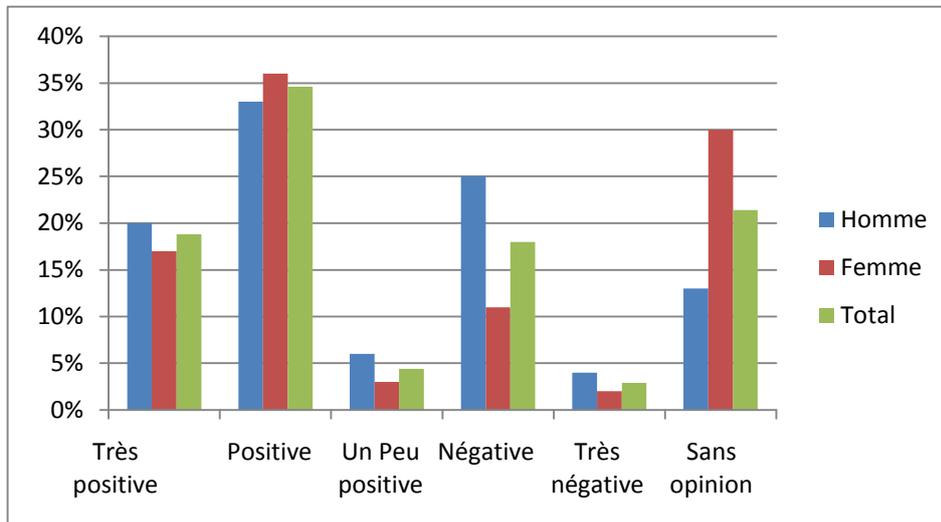
Q3.2.6	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui, très souvent	2	1	2	1	4	1,0
Oui, quelques fois	7	4	4	2	11	2,9
Oui, mais rarement	4	2	3	2	7	1,8
Non, je ne crois pas	170	85	148	80	318	82,8
Sans Opinion :	17	9	27	15	44	11,5
Total	200	100	184	100	384	100

2.1.2.7. Le rôle des milices dans la lutte contre les groupements armés et la sécurisation des populations

Dans l'ensemble, plus de la moitié des personnes enquêtées (54%) jugent très positive (19%) ou positive (35%) le rôle des milices (Ganda Koy, Ganda Izo, etc.) dans leur lutte contre les groupements armés et la sécurisation des populations du Nord. Par contre 21% jugent négatif à très négatif leur rôle et la même proportion des enquêtés (21%) est sans opinion.

La proportion des personnes qui désapprouvent le rôle des milices est plus élevée chez les hommes (29%) que chez les femmes (13%).

Figure 12: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur appréciation du rôle des milices dans la lutte contre les groupes armés et la sécurisation des populations



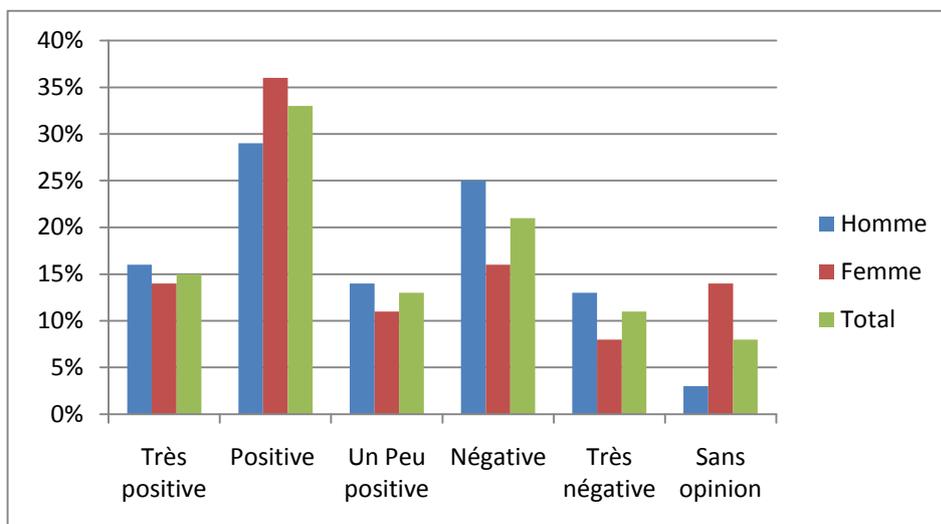
2.1.2.8. Le rôle de la CEDEAO dans la gestion de la crise

Le rôle joué par la CEDEAO dans la gestion de la crise institutionnelle et sécuritaire au Mali est jugée positive à très positive par 48% de la population enquêtée, contre 32% qui l'apprécie négativement. Plus d'un citoyen sur dix (13%) a un jugement plutôt nuancé (« un peu positive ») et 9% sont sans opinion. La proportion de ceux qui apprécient négativement le rôle de la CEDEAO est relativement plus élevée chez les hommes (38%) que chez les femmes (22%). Par contre la part des sans opinion est plus importante chez les femmes (14%) que chez les hommes (3%).

Par rapport aux résultats de l'enquête de 2012, les opinions favorables à la CEDEAO (« positive » et « très positive ») ont relativement progressé (41,6% contre 48%) tandis que les opinions négatives sont restées plutôt stables (33,7% et 32%).

Les personnes de niveau supérieur sont celles qui soutiennent le plus (32,5%) l'idée d'un rôle négatif de la CEDEAO et 38,5% des personnes sans niveau défendent exactement le contraire.

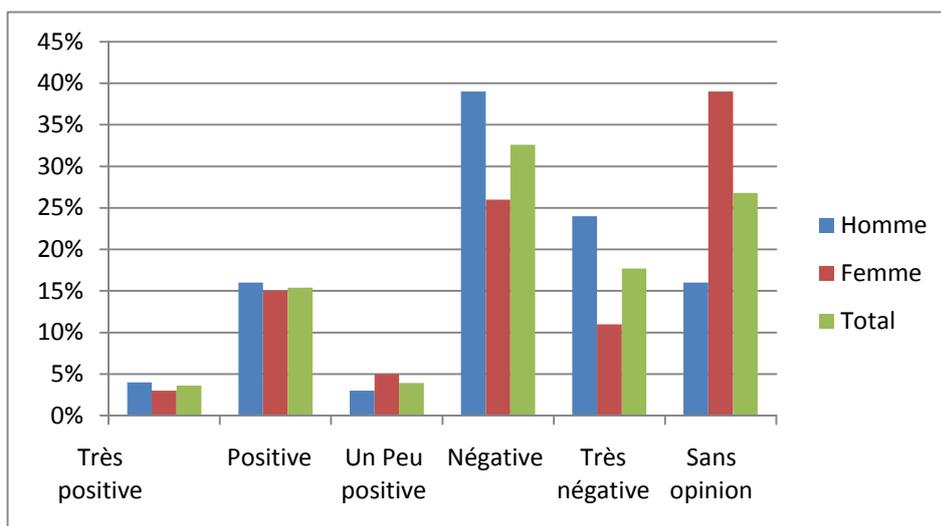
Figure 13 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'appréciation du rôle de la CEDEAO



2.1.2.9. Rôle de la Mauritanie

La moitié des enquêtés (50,3%) juge négatif (32,6%) à très négatif (17,7%) le rôle de la Mauritanie dans la gestion de la crise au Mali contre 19% qui juge le contraire et 27% sont sans opinion. La proportion des enquêtés qui apprécient négativement son rôle est plus élevée chez les hommes (63%) que les femmes (37%).

Figure 14: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'appréciation du rôle de la Mauritanie dans la gestion de la crise



2.1.2.10. Rôle de l'Algérie

Presque la moitié des enquêtés (49%) juge négatif (36%) à très négatif (13%) le rôle de l'Algérie dans la gestion de la crise au Mali et 17% jugent son rôle positif et 22% sont sans

opinion. La proportion des enquêtés qui apprécient négativement son rôle est plus élevée chez les hommes (57%) que les femmes (41%).

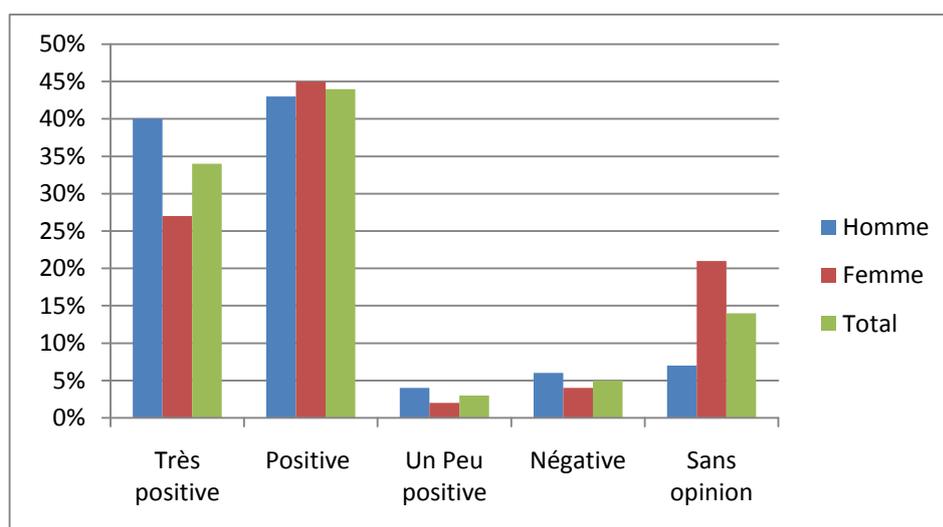
Tableau 14: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'appréciation du rôle de la Mauritanie dans la gestion de la crise

Opinion	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	11	6	5	3	16	4
Positive	27	14	22	12	49	13
Un Peu positive	25	13	21	11	46	12
Négative	77	39	61	33	138	36
Très négative	36	18	14	8	50	13
Sans opinion	24	12	61	33	85	22
Total	200	100	184	100	384	100

2.1.2.11. La présence militaire américaine dans la région

La présence militaire américaine dans la région (drones et militaires au Niger, au Burkina Faso, etc.) est considérée comme positive à très positive par 78% de la population enquêtée contre 5% qui la juge négative et 15% sont sans opinion. La proportion des sans opinion est plus élevée chez les femmes (22%) que chez les hommes (9%). Par contre chez les partisans de l'intervention américaine, la proportion est globalement plus élevée chez les hommes (83%) que chez les femmes (72%).

Figure 15: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur appréciation d'une présence militaire américaine dans la région

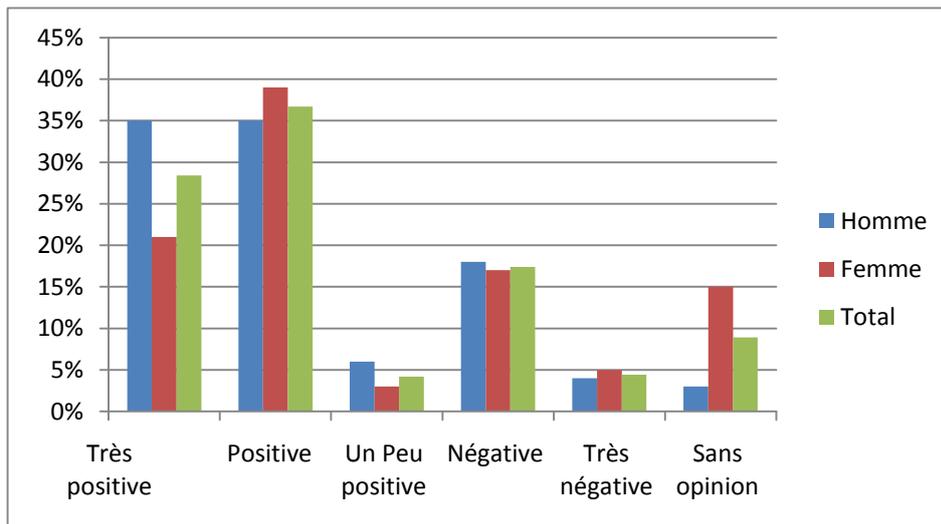


2.1.2.12. La présence militaire américaine permanente au Mali

Environ deux enquêtés sur trois (65,1%) juge positive (36,7%) à très positive (28,4%) une présence militaire américaine permanente au Mali contre 21,8% qui jugent cette présence négative (17,4%) ou très négative (4,4%). Les sans opinion représentent 9%.

En rapport avec le niveau d'instruction, l'opinion des personnes de niveau supérieur est fortement nuancée. En effet, la proportion (25,3%) qui soutient que la présence militaire américaine au Mali est très positive est la même que celle qui pense que cette présence est négative.

Figure 16 : répartition des enquêtés par sexe et selon leur appréciation d'une présence permanente américaine au Mali

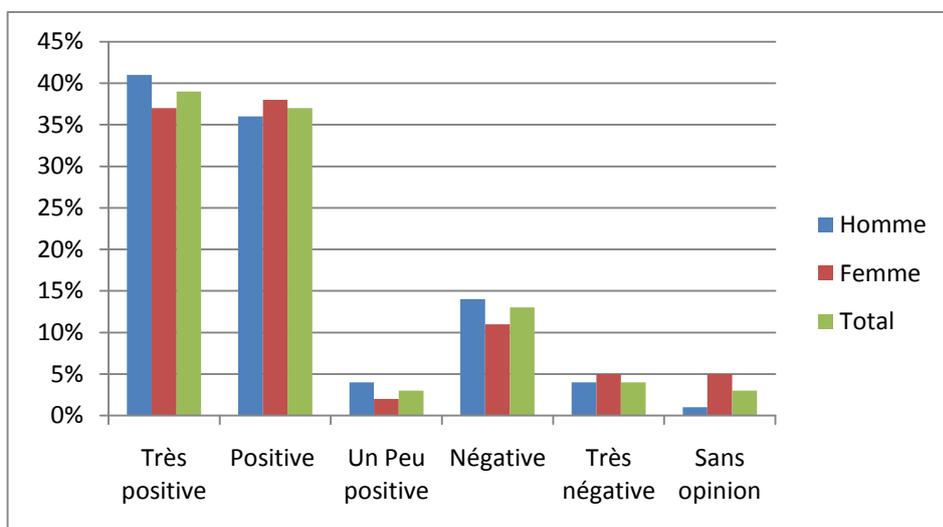


2.1.2.13. Présence militaire française permanente au Mali

Un peu plus des trois quart des enquêtés (76%) sont favorables à une présence militaire française permanente au Mali. Elle est jugée soit « très positive » (39%) ou « positive » (37%) contre 13% qui la considère négative et 4% très négative. 5% sont sans opinion tandis que 3% sont dubitatifs (« un peu favorable »).

Ces opinions sont quasi identiques aux résultats de l'enquête de 2012. Ceux qui pensent négativement d'une présence militaire française sont beaucoup plus importants dans la tranche d'âge 50-64 ans, soit 21%.

Figure 17: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur appréciation d'une présence militaire française dans la région

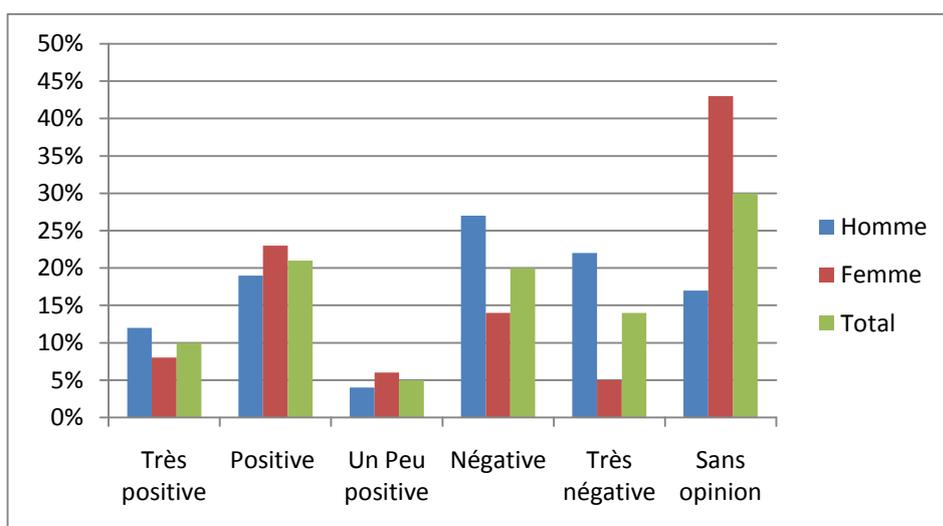


2.1.2.14. Présence de casques bleus au Mali avant la libération des régions du Nord

La présence des casques bleus au Mali, avant la libération totale des régions du Nord, ne fait pas du tout l'unanimité chez les personnes enquêtées. En fait l'opinion est plutôt partagée. Presque un tiers des enquêtés (31%) juge cette présence positive, contre 34% qui la considère négative et 30% sont sans opinion.

La proportion de ceux qui désapprouvent cette présence de casques bleus est plus élevée chez les hommes (49%) que chez les femmes (19%), tandis que le poids de ces dernières est davantage élevé chez les sans opinion.

Figure 18: Répartition des enquêtés selon leur appréciation de la présence de casques bleus au Mali et par sexe



2.1.2.15. Le rôle des casques bleus au Mali

Pour la grande majorité des partisans de l'intervention des casques bleus au Mali, les rôles attendus de ces derniers sont primo, d'aider à restaurer la paix et la sécurité dans tout le pays (68%), secundo, aider à restaurer la paix et la sécurité dans les zones libérées du Nord (60%), tertio, protéger les frontières du Mali contre les groupes jihadistes et indépendantistes (42%), enfin aider l'armée et les troupes africaines à libérer les zones occupées.

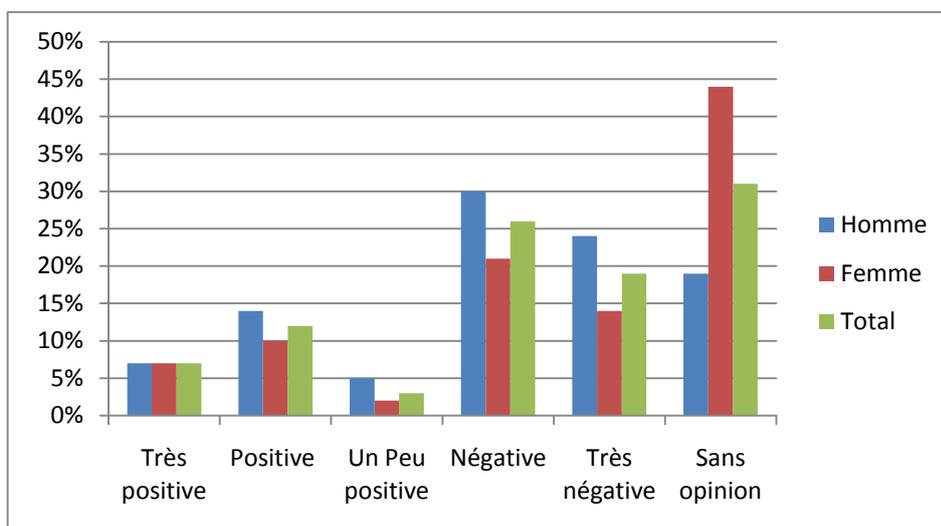
Tableau 15: Répartition des populations approuvant l'intervention des casques bleus selon les rôles qu'ils devraient jouer

Désignations des Rôles	% Total D=136
Aider à restaurer la paix et la sécurité dans les zones libérées	60
Aider à restaurer la paix et la sécurité dans tous le pays	68
S'interposer entre les zones libérées et les zones non libérées	19
Aider l'armée et les troupes africaines à libérer les zones occupées	31
Protéger les frontières du Mali contre les groupes jihadistes et indépendantistes	42
Autres (précisez)	1
Ne sait pas	4

2.1.2.16. Présence de casques bleus au Mali après la libération totale des régions du Nord

Même après la libération totale des régions du Nord, l'idée d'une présence des casques bleu au Mali n'est pas très appréciée des enquêtés. Presque un citoyen sur cinq (19%) juge cette présence positive, contre 45% qui la considèrent négative. Ils sont 32% à ne pas avoir d'opinion là-dessus.

Tableau 16: Répartition des enquêtés selon leur appréciation de la présence de casques bleus au Mali et par sexe



2.1.2.17. Les attentes par rapport à la communauté internationale

Ces attentes sont multiples. Pour plus deux sur trois enquêtés (68%) l'attente principale est d'aider à lutter contre le terrorisme. Environ la moitié des citoyens attend l'aide à la protection des frontières (54%), l'aide à l'armée pour la libération entière du Nord (51%), le renforcement de l'armée (« aider l'armée à devenir plus forte » (46%), la reprise de la coopération économique (45%). L'organisation de bonnes élections et la neutralisation politique du MNLA sont citées par environ 30% des enquêtés.

Tableau 17: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur attente de la communauté internationale

Attentes	Homme		Femme		Total	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Aider à lutter contre le terrorisme	129	65	131	71	260	68
Aider à protéger les frontières	106	53	103	56	209	54
Aider l'armée à libérer entièrement le Nord	101	51	96	52	197	51
Aider l'armée à devenir plus forte	88	44	87	47	175	46
Aider le Mali à organiser de bonnes élections	68	34	50	27	118	31
Reprendre la coopération économique	98	49	75	41	173	45
Aider l'école malienne à sortir de la crise	44	22	27	15	71	18
Aider le Mali à lutter contre la corruption	30	15	24	13	54	14
Neutraliser politiquement le MNLA	61	31	48	26	109	28
Faciliter le retour des réfugiés et déplacés	31	16	17	9	48	13
Autre (précisez)	12	6	9	5	21	5
Ne sait pas	1	1	8	4	9	2

2.1.2.18. Les Négociations pour la paix au Nord

a) A quel moment négocier ?

Plus des deux tiers des personnes enquêtées (68%) sont contre des négociations pour la paix au Nord du Mali et préconisent plutôt l'usage de la force. Environ 30% sont en faveur de la négociation ; 28% préconisent que celles-ci soient conduites après la libération totale des régions du Nord et 2% avant cette libération sans différence significative entre les hommes et les femmes. Les partisans de l'usage de la force représentaient 55% de la population en novembre 2012 contre 34% qui étaient favorable à la négociation.

Tableau 18: Répartition par sexe et selon la volonté et la période de négociation pour la paix au Nord

Période	Homm	%	Fem	%	Total	%
Pas de négociation	137	69	120	65	257	68
Avant la libération totale des régions du Nord	4	2	3	2	7	2
Après la libération totale des régions du Nord	51	26	54	29	105	28
Autres	5	25	1	1	0	0
Ne sait pas	3	2	6	3	9	2

b) Avec qui négocier ?

Pour les partisans de la négociation, les acteurs avec lesquels cette négociation doit être faite sont en premier lieu les représentants des communautés du Nord (72%) qui disposent d'une autorité morale (chefs coutumiers, responsables religieux, chefs de fraction), et en second lieu (37,3%) avec les élus de ces régions (députés, conseillers nationaux, conseillers communaux, etc.). Les partisans de la négociation avec les mouvements armés, jihadistes ou politiques, sont nettement minoritaires (environ 18% des partisans de la négociation) alors qu'ils étaient largement majoritaires au sondage de novembre 2012 (71%) dont 43% pour des négociations avec Ançar Dine et 28% avec le MNLA.

Tableau 19: Répartition des enquêtés selon le sexe et les acteurs avec lesquels négocier pour la paix au Nord

Catégories de représentant	% Total D=118
Les représentants des communautés du Nord	72,0
Les élus du Nord	37,3
Le MNLA	14,4
Ançar Dine	2,5
MIA	0,8
Autres	22,9
Ne sait pas	31,4

c) Qui serait le négociateur ?

La grande majorité des partisans de la négociation (69%) déclarent ne pas savoir qui pourrait être le négociateur pour le retour de la paix au Nord. Pour la petite minorité qui a indiqué une préférence, le Gouvernement malien directement arrive en première position (11% des partisans de la négociation), suivi d'un (autre que le Burkina Faso) représentant de la CEDEAO.

Tableau 20: Répartition de la population selon son opinion du négociateur

Désignation du négociateur	Homme	%	Femme	%	Total	%
Le Burkina Faso :	8	4%	3	2%	11	3%
Un autre représentant de la CEDEAO	14	7%	14	8%	28	7%
L'Algérie	0	0%	1	1%	1	0%
La France	5	3%	5	3%	10	3%
L'union européenne	1	1%		0%	1	0%
L'Union Africaine	5	3%	2	1%	7	2%
Le Gouvernement malien directement	19	10%	24	13%	43	11%
Autre	9	5%	9	5%	18	5%
Ne sait pas :	139	70%	126	68%	265	69%

d) La composition de la commission nationale aux négociations

La feuille de route du Gouvernement prévoit la mise en place d'une commission nationale aux négociations pour le retour de la paix au Nord sans spécifier sa composition. Selon les résultats du sondage cette commission devrait être composée : *en premier lieu*, des représentants des différentes communautés du Nord (67%), de l'administration et des ressortissants du Nord (54%) ; *en second lieu*, des représentants de la société civile (37%), des forces armées et de sécurité (33%) et de l'Assemblée Nationale (31%).

Tableau 21: répartition de la population selon leur avis sur la composition de la commission nationale aux négociations

Désignation des membres	% total D=118
Des représentants de l'administration	54,2
Des représentants des Forces armées et de sécurité	33,1
Des représentants de l'Assemblée nationale	31,4
Des représentants des différentes communautés du Nord	66,9
Des représentants des ressortissants du Nord	50
Des représentants de la société civile	35,6
Autres	21,2
Ne sait pas	31,4

e) Le rôle de l'Etat dans les négociations

A priori deux postures de l'Etat dans les négociations sont envisageables : l'Etat acteur direct, l'Etat facilitateur pour les négociations entre les acteurs. Pour la moitié (50%), les enquêtés partisans des négociations estiment que l'Etat doit négocier directement avec les acteurs contre 11,9% qui estiment qu'il doit être un facilitateur. Le quart des partisans des négociations déclare ne pas savoir quel rôle précis devra jouer l'Etat dans ces négociations.

Tableau 22: Répartition des enquêtés par sexe et selon le rôle que devra jouer l'Etat dans les négociations

Désignation des Rôles de l'Etat	Homme	%	Femme	%	Total	%
Négocier directement avec les acteurs désignés	38	45,8	46	54,1	84	50,0
Faciliter la négociation entre les acteurs	13	15,7	7	8,2	20	11,9
Autre rôle	12	14,5	10	11,8	22	13,1
Ne sait pas	20	24,1	22	25,9	42	25,0

f) Sur quoi négocier ?

Pour la majorité des enquêtés, les négociations entre les acteurs doivent porter sur les conditions de la réconciliation des populations (59%) et de l'accélération du développement des régions Nord (47%). Un autre objet de négociation (21%) serait la révision des dispositions des accords passés (Pacte national, Accord d'Alger. Près du tiers des partisans des négociations ont déclaré ne pas connaître d'objet précis de ces négociations.

Tableau 23: répartition des opinions des partisans des négociations selon les objets de ces négociations

Objets des négociations	% D=118
Les conditions de l'intégration des mouvements armés dans les forces armées et de sécurité et dans l'administration	16
Toutes les dispositions des accords passés (Pacte national, accords d'Alger)	21
Le caractère laïc de l'Etat	12
L'accélération du développement des régions Nord	47
Les conditions de la réconciliation des populations	59
Autres (précisez)	17
Ne sait pas	31

g) Critères de participations au dialogue entre les communautés du Nord

Pour la majorité des partisans aux négociations, « être un élu (Députés, conseiller national, conseiller communal ou Maire (30%) », ou bien « disposer d'une autorité morale (chef de fraction, chef de village, marabout, etc. (36%) », doivent être les principaux critères de

participation au dialogue entre les communautés du Nord contre 20% qui ne savent pas de critères.

Tableau 24: Répartition des enquêtés selon leur opinion des critères de participations au dialogue entre les communautés du Nord

Critères	% D=118
Etre un élu	30
Disposer d'une autorité morale (chefs de fraction, de village, marabout, etc.)	36
N'avoir pas pris les armes contre le Mali	9
N'avoir pas collaboré avec les jihadistes	11
Autre (précisez)	20
Ne sait pas	20

h) Les Points non négociables

Pour ceux qui préconisent les négociations avec les acteurs, les points suivants ne sont pas négociables : l'intégrité territoriale du Mali (95,3%), l'unité nationale (78,03%), et le caractère laïc de l'Etat (49%). Ils étaient moins nombreux à estimer que ces points étaient non négociables en novembre 2012.

i) La signification de la notion « intégrité territoriale »

L'intégrité territoriale signifie, pour la majorité des enquêtés (48%) « la non partition (géographique) du pays », et pour environ un tiers (31%) « (qu') aucune partie du territoire national ne sera cédée à quelqu'un ou à un quelconque groupe d'individus ». Il est à noter qu'un citoyen sur cinq, particulièrement des femmes (26% contre 16% des hommes) déclare ne pas connaître la signification de cette notion.

Tableau 25: Répartition des enquêtés suivant le sexe et la signification qu'ils donnent de la notion « intégrité territoriale »

Signification	Homme	%	Femme	%	Total	%
La non partition du pays	99	50	85	46	184	48
Aucune partie du territoire national ne sera cédée à quelqu'un ou à un quelconque groupe d'individus	68	34	51	28	119	31
Autre signification	2	1	0	0	2	1
Ne sait pas	31	16	48	26	79	21
Total	200	100	184	100	384	100

j) La signification de la notion « unité nationale »

Pour la majorité des enquêtés, l'unité nationale signifie soit que « tous les maliens ont les mêmes droits et les mêmes devoirs » (38%), soit que « les maliens ne seront pas divisés » (32%). La première signification renvoie à la notion de citoyenneté et la seconde à l'intégrité territoriale. Une proportion significative d'enquêtés, particulièrement les femmes (40% contre 19% des hommes) déclarent ne pas connaître la signification de cette notion.

Tableau 26: Répartition des enquêtés suivant le sexe et la signification qu'ils donnent de « l'unité nationale »

Signification	Homme	%	Femme	%	Total	%
Les maliens ne seront pas divisés	69	35	53	29	122	32
Les mêmes droits et les mêmes devoirs pour tous les maliens	87	44	57	31	144	38
Autre signification (précisez)	6	3	1	1	7	2
Ne sait pas	38	19	73	40	111	29
Total	200	100	184	100	384	100

k) La signification de la notion « laïcité de l'Etat »

Pour la grande majorité des enquêtés (69%), la laïcité de l'Etat signifie que l'Etat réserve le même traitement pour toutes les religions. Pour presque un enquêté sur dix (9%), cette notion a pour sens que l'Etat ne doit pas s'occuper des affaires religieuses et 19% déclarent ignorer le sens.

Tableau 27 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la signification qu'il donne de « laïcité de l'Etat »

Signification	Homme	%	Femme	%	Total	%
L'Etat ne s'occupe pas des affaires religieuses	15	8	18	10	33	9
L'Etat réserve le même traitement pour toutes les religions	157	79	107	58	264	69
L'Etat est contre les religions		0	2	1	2	1
L'Etat est contre l'islam		0	1	1	1	0
Autre signification	9	5	1	1	10	3
Ne sait pas	19	10	55	30	74	19

2.1.3. Opinions sur les effets et les impacts de l'occupation des régions du Nord

2.1.3. 1. Contribution aux tensions entre les communautés religieuses à Bamako

Pour quatre (4) personnes sur dix (10), l'occupation des régions Nord a contribué à créer des tensions entre les communautés religieuses à Bamako, en particulier entre les Haidara et les Wahabite. Pour 43%, la réponse est négative et 18% déclarent ne rien savoir.

Tableau 28: Répartition des enquêtés par sexe selon leur opinion sur les tensions que l'occupation des régions Nord a créées entre les communautés religieuses à Bamako

Réponses	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui	94	47	58	32	152	40
Non	80	40	84	46	164	43
Ne sait pas	26	13	42	23	68	18
Total	200	100	184	100	384	100

La proportion de ceux qui estiment que l'occupation des régions du Nord a accru les tensions communautaires à Bamako est plus élevée chez les personnes de niveau fondamental et secondaire, respectivement 45,5% et 46,1% contre 27,5% et 37,3 chez les sans niveau et le niveau supérieur.

2.1.3.2. Contribution aux tensions entre les communautés au Nord du pays et leur réconciliation

Pour la grande majorité (56%) des citoyens interrogés, la rébellion a contribué à creuser le fossé entre les communautés au Nord du pays. Plus du cinquième (20,7%) d'entre eux trouvent le contraire ou ne savent pas (23,3%).

Tableau 29: Répartition des enquêtés selon qu'ils déclarent ou non que la rébellion a creusé le fossé entre les communautés au Nord du pays

Réponses	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui	128	64,0	88	47,8	216	56,0
Non	34	17,0	46	25,0	80	20,7
Ne sait pas	38	19,0	50	27,2	90	23,3
Total	200		184	100,0	386	100,0

De l'avis de près de 60% (59,7%) des enquêtés qui ont indiqué que la rébellion a créé des tensions entre les communautés au Nord du pays, la réconciliation s'avérait très difficile (36,1%) ou difficile (23,6%). Pour 30%, la réconciliation serait très facile (2,3%) ou facile (27,8%). Seulement deux personnes pensent que la réconciliation sera impossible et 9% déclarent ne pas savoir.

Tableau 30: Répartition des enquêtés par sexe selon leur appréciation sur la réconciliation entre les communautés

Appréciation	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très facile	5	3,9	0	0,0	5	2,3
Facile	38	29,7	22	25,0	60	27,8
Très difficile	39	30,5	39	44,3	78	36,1
Difficile	37	28,9	14	15,9	51	23,6
Impossible	1	0,8	1	1,1	2	0,9
Ne sait pas	8	6,3	12	13,6	20	9,3
Total	128	100,0	88	100,0	216	100,0

2.1.3. 3. Contribution aux tensions entre les populations du Nord et du Sud du pays

Pour la grande majorité (60,2%) des citoyens interrogés, la rébellion n'a pas contribué à creuser le fossé entre les communautés du sud et du Nord du pays. Plus du cinquième (20,3%) d'entre eux trouvent le contraire et près du quart (19,5%) déclare ne pas savoir.

Tableau 31: Répartition des enquêtés selon qu'ils déclarent ou non que la rébellion a creusé le fossé entre les populations du Sud et du Nord

Réponses	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui	51	25,5	27	14,7	78	20,3
Non	121	60,5	110	59,8	231	60,2
Ne sait pas	28	14,0	47	25,5	75	19,5
Total	200	100,0	184	100,0	384	100,0

2.1.4. Opinion sur le rôle des acteurs religieux :

2.1.4.1. Rôle du HCIM dans la gestion de la crise

Le HCIM est très bien apprécié dans la gestion de la crise actuelle : plus de 78% des citoyens enquêtés apprécient de façon soit très positive ou positive leur contribution dans la gestion de la crise, indépendamment du sexe et du niveau d'instruction. Plus d'une personne sur dix (10,9%) est sans opinion.

Tableau 32: Répartition des enquêtés selon le sexe et leur appréciation du rôle du HCIM dans la gestion de la crise

Appréciation	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	70	35,0	64	34,8	134	34,90
Positive	82	41,0	85	46,2	167	43,5
Un Peu positive	10	5,0	3	1,6	13	3,4
Négative	16	8,0	4	2,2	20	5,2
Très négative	5	2,5	3	1,6	8	2,1
Sans opinion	17	8,5	25	13,6	42	10,9
Total	200	100,0	184	100,0	384	100,0

2.1.4.2. Rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les religions

Plus de 60% des citoyens apprécient très positivement ou positivement le rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différentes religions au Mali (islam et christianisme) contre 12% pour les appréciations négatives ou très négatives. Près d'un citoyen sur quatre (23%) est sans opinion sur la question.

Tableau 33: Répartition des citoyens par sexe selon leur appréciation sur le rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différentes religions au Mali

Appréciation	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	43	21,5	32	17,4	75	19,5
Positive	84	42,0	74	40,2	158	41,1
Un Peu positive	7	3,5	6	3,3	13	3,4
Négative	23	11,5	8	4,3	31	8,1
Très négative	14	7,0	2	1,1	16	4,2
Sans opinion	29	14,5	62	33,7	91	23,7
Total	200	100,0	184	100,0	384	100,0

2.1.4.4. Rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différents ordres religieux

Plus de la moitié (54,7%) des citoyens apprécient très positivement ou positivement le rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différents ordres religieux musulmans au Mali contre environ 11% pour les appréciations soient négatives ou très négatives. Faisons remarquer près du tiers (32,3%) est sans opinion sur la question.

Tableau 34: Répartition des citoyens par sexe selon leur appréciation sur le rôle du Ministère en charge du culte dans la cohabitation entre les différents ordres religieux musulman au Mali

Q5.4	Homme	%	Femme	%	Total	%
Très positive	36	18,0	24	13,0	60	15,6
Positive	81	40,5	69	37,5	150	39,1
Un Peu positive	4	2,0	4	2,2	8	2,1
Négative	23	11,5	4	2,2	27	7,0
Très négative	11	5,5	4	2,2	15	3,9
Sans opinion	45	22,5	79	42,9	124	32,3
Total	200	100,0	184	100,0	384	100,0

2.1.5. Opinions sur le rôle attendu des Partenaires Techniques et Financiers

Les citoyens, pour leur grande majorité (plus de 80%) souhaitent la reprise de la coopération économique. En deuxième position, ils citent le renforcement de l'aide humanitaire pour 72% des hommes et 65% des femmes. L'organisation des élections (48,4%) et le retour des réfugiés et des déplacés (35,2%) demeurent aussi des préoccupations des citoyens pour lesquelles, ils sollicitent l'appui des PTF. Les PTF devraient également financer très rapidement les projets des régions Nord et les activités de réconciliation nationale.

Tableau 35: Répartition des enquêtés par sexe selon leur attente des PTF

Attentes	Homme	%	Femme	%	Total	%
Reprise de la coopération économique	171	85,5	149	81,0	320	83,3
Renforcement de l'aide humanitaire	144	72,0	119	64,7	263	68,5
Aider le Mali à organiser de bonnes élections	103	51,5	83	45,1	186	48,4
Aider au retour des réfugiés et des déplacés	73	36,5	62	33,7	135	35,2
Annuler les dettes du Mali	43	21,5	24	13,0	67	17,4
Financer rapidement les projets de développement au nord	67	33,5	44	23,9	111	28,9
Financer les activités de réconciliation nationale	51	25,5	43	23,4	94	24,5
Autre (précisez)	3	1,5	3	1,6	6	1,6
Ne sait pas	0	0,0	3	1,6	3	0,8

2.1.6. Opinion sur le rôle de la société civile et les médias dans la gestion de la crise

2.1.6. 1. Perception de l'attitude que devrait adopter les organisations de la Société Civile en période de crise

Pour la majorité des citoyens du District de Bamako, les organisations de la Société Civile doivent œuvrer en premier lieu pour la paix sociale (77,8%) et l'unité nationale (58,9%). Ces deux options sont bien soutenues par les enquêtés, dans presque les mêmes proportions des hommes que des femmes et quelque soit leur niveau d'instruction. Plus de 21% pensent que les organisations de la société civile doivent taire les intérêts de leur groupe au profit de l'intérêt national.

Tableau 36: Répartition des enquêtés par sexe selon l'attitude que les Organisations de la Société Civile devraient adopter en période de crise

Attitudes	Homme	%	Femme	%	Total	%
Œuvrer pour la paix sociale	154	77,0	145	78,8	299	77,9
Œuvrer pour l'unité nationale	129	64,5	97	52,72	226	58,9
Continuer à défendre les intérêts de son groupe	7	3,5	3	1,63	10	2,6
Taire les intérêts de son groupe au profit de l'intérêt national	42	21,0	39	21,2	81	21,1
Autres réponses (précisez)	10	5,0	4	2,174	14	3,6
Ne sait pas	42	21,0	40	21,74	82	21,4

2.1.6. 2. Perception de l'attitude adoptée par les organisations de la Société Civile

Près de trois citoyens sur dix (29%) estiment que les organisations de la société civile ont adopté une attitude qu'ils n'auraient pas souhaitée. Près d'un citoyen sur quatre (24%), au contraire pense qu'elles ont adopté une position convenable.

Tableau 37: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur perception de l'attitude adoptée par les organisations de la société civile

	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui, elles l'ont adopté	51	26%	42	23%	93	24%
Oui, mais pas toutes	21	11%	18	10%	39	10%
Oui, mais pas toujours	10	5%	12	7%	22	6%
Non, elles ne l'ont pas adoptée	67	34%	44	24%	111	29%
Ne sait pas	51	26%	68	37%	119	31%
Total	200	100%	184	100%	384	100%

2.1.6. 3. Perception de l'attitude que doivent adopter les médias en période de crise

Informar les citoyens sur la situation réelle, sensibiliser les citoyens sur les enjeux de la crise et défendre avant tout la paix et la cohésion nationale sont selon les personnes enquêtées, les principales attitudes à adopter dans cette période de crise au Mali. Ces mêmes attitudes sont défendues au niveau de chacun des niveaux d'instruction pris individuellement.

Tableau 38: Répartition des enquêtés par sexe selon l'attitude que les médias devraient adopter en période de crise

Attitude adoptée	Homme	Femme	Total	H%	F%	T%
Informar les citoyens sur la situation réelle	159	144	303	79,5	78,3	78,9
Sensibiliser les citoyens sur les enjeux de la crise	128	103	231	64,0	56,0	60,2
Défendre avant tout la paix et la cohésion nationale	74	71	145	37,0	38,6	37,8
Défendre sa liberté d'expression sans limitation	2	3	5	1,0	1,63	1,3
Autres réponses (précisez)	3	2	5	1,5	1,09	1,3
Ne sait pas	6	5	11	3,0	2,72	2,9

2.1.6. 4. Perception de l'attitude adoptée par les médias

L'attitude des médias semble être bien appréciée par les citoyens : plus de 50% des citoyens estiment qu'ils ont adopté l'attitude qu'ils auraient souhaitée contre 29% qui disent le contraire.

Tableau 39: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur perception de l'attitude adoptée par les organisations de la société civile

Adoption Attitude	Homme	%	Femme	%	Total	%
Oui, ils l'ont adoptée	43	22	63	34	106	28
Oui, mais pas tous	56	28	41	22	97	25
Oui, mais pas toujours	22	11	16	9	38	10
Non, ils ne l'ont pas adoptée	64	32	47	26	111	29
Sans opinion	15	8	17	9	32	9

Total	200	100	184	100	384	100
-------	-----	-----	-----	-----	-----	-----

2.1.7. Les solutions pour une gestion durable de la crise

2.1.7. 1. Les solutions pour une gestion durable de la crise politico-institutionnelle

Pour une gestion durable de la crise politico-institutionnelle, plus de 85% des citoyens, indépendamment du sexe, prônent l'amélioration de la gouvernance. Ensuite viennent l'organisation d'élections transparentes et crédibles (45,6%) et l'instauration d'une démocratie véritable (40,6% dont 48% d'hommes et 33% de femmes). En fin il faut noter que près du quart (23,7%) des enquêtés estime qu'il faut limiter le nombre des partis politiques alors qu'environ une personne sur dix (9,6%) préconise le renforcement de la société civile.

Tableau 40: Répartition des enquêtés par sexe et selon les solutions proposées pour une gestion durable de la crise politico-institutionnelle

Solutions à la crise politico-institutionnelle	Homme	Femme	Total	H%	F%	T%
Améliorer la gouvernance	168	159	327	84,0	86,4	85,2
Instaurer une démocratie véritable	96	60	156	48,0	32,6	40,6
Accélérer la mise en œuvre de la décentralisation	34	14	48	17,0	7,6	12,5
Introduire le fédéralisme	1	2	3	0,5	1,1	0,8
Accorder une plus grande autonomie aux Régions Nord	7	7	14	3,5	3,8	3,6
Donner plus de pouvoir à l'Assemblée nationale	24	14	38	12,0	7,6	9,9
Organiser des élections transparentes et crédibles	96	79	175	48,0	42,9	45,6
Accorder un statut à l'opposition	13	4	17	6,5	2,2	4,4
Limiter le nombre des partis politiques	64	27	91	32,0	14,7	23,7
Renforcer la société civile	33	16	49	16,5	8,7	12,8
Autres	21	16	37	10,5	8,7	9,6
Ne sait pas	1	5	6	0,5	2,7	1,6

2.1.7. 2. Les solutions pour une gestion durable de la crise sécuritaire

La grande majorité (plus de 83% des hommes et des femmes) des citoyens demandent l'équipement des forces armées et de sécurité en réponse à une gestion durable de la crise sécuritaire. Le recrutement et la formation des forces de défense et de sécurité sont proposés par 62,8% des citoyens (69% des hommes et 56% des femmes). La réconciliation de l'armée avec elle-même (pour plus de 48% des citoyens quelque soit le sexe) et le renforcement de la présence des forces militaires et de sécurité (36,2%) constituent également des solutions durables dans la gestion de crise sécuritaire.

Tableau 41: Répartition des enquêtés par sexe et selon les solutions proposées pour une gestion durable de la crise sécuritaire

Solutions à la crise sécuritaire	Homme	Femme	Total	%H	%F	%T
Revoir tous les Accords (Alger, Pacte National)	50	50	100	25,0	27,2	26,0
Equiper les forces armées et de sécurité	168	153	321	84,0	83,2	83,6
Veiller au recrutement et à la formation des agents de défense et de sécurité	138	103	241	69,0	56,0	62,8
Confier les ministères de défense et de sécurité uniquement aux membres du corps militaire	63	32	95	31,5	17,4	24,7
Réduire le nombre de Touareg au sein des forces armées et de sécurité	44	29	73	22,0	15,8	19,0
(ré) Intégration les membres des groupes armés à la fonction publique	18	10	28	9,0	5,4	7,3
Réconcilier l'armée avec elle-même	98	89	187	49,0	48,4	48,7
Réconcilier l'armée avec la classe politique	26	21	47	13,0	11,4	12,2
Renforcer la présence des forces militaires et de sécurité au nord	86	53	139	43,0	28,8	36,2
Suivi et contrôle de l'administration en place au nord	28	9	37	14,0	4,9	9,6
Mettre en œuvre certaines mesures des accords passés	2	0	0	1,0	0,0	0,0

ANNEXE 1 : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée

Les caractéristiques de l'échantillon enquêté portent sur les indicateurs ci-après:

- Le sexe ;
- L'âge;
- Le niveau d'instruction ;

Les données de l'échantillon selon les indicateurs ci-dessus mentionnés sont indiquées qui dans les tableaux qui suivent.

1. Répartition par âge et sexe

A l'instar de la population du District de Bamako, les hommes représentent environ 52% de l'échantillon. La tranche d'âge 18-34 ans est la plus représentative dans notre population quelque soit le sexe. Cette tranche d'âge représente 60% et 64% respectivement chez les hommes et les femmes. Les personnes de 65 ans ou plus représentent à peine 4%.

Tableau : Répartition des enquêtés par sexe et âge

Tranche d'âge	Homme	%	Femme	%	Total	%
18-34	120	60,0%	118	64,1%	238	62,0%
35-49	48	24,0%	40	21,7%	88	22,9%
40-64	25	12,5%	18	9,8%	43	11,2%
65 et plus	7	3,5%	8	4,3%	15	3,9%
Total	200	100,0%	184	100,0%	384	100,0%

2. Répartition par sexe et niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population enquêtée se présente comme suit : environ 24% ne sont pas instruits, 22% ont le niveau supérieur, 20% ont le niveau secondaire, 35% ont celui du second cycle de l'école fondamentale ou de medersa ou alphabétisé.

Le nombre de personnes enquêtées varie selon le sexe. Les personnes sans niveau d'instruction se comptent plus chez les femmes : 30% des femmes sont sans niveau contre

18% des hommes. La proportion des femmes de niveau fondamental/medersa/alphabétisé (37,5%) est supérieure à celle des hommes (32,5%).

Tableau : Répartition des enquêtés par sexe et niveau d'instruction

Niveau Instruction	Homme	%	Femme	%	Total	%
Aucun	35	17,5%	56	30,4%	91	23,7%
Fondamental/medersa/Alpha	65	32,5%	69	37,5%	134	34,9%
Secondaire	46	23,0%	30	16,3%	76	19,8%
Supérieur	54	27,0%	29	15,8%	83	21,6%
Total	200	100,0%	184	100,0%	384	100,0%